

REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Les troupes étrangères, hors de Syrie ! Renversement par la classe ouvrière du régime clérical en Iran !



30 décembre 2017, université de Téhéran

n° 27 janvier–février 2018 1 euro

France Un gouvernement au pas de course pour le capital

Un gouvernement de la bourgeoisie au service de la bourgeoisie

En août 2016, Macron avait démissionné du gouvernement Hollande et avait postulé à la présidence afin de renforcer le grand capital au détriment de la classe ouvrière. Il s'y emploie depuis mai 2017.

Outre un président ancien banquier d'affaires, le pouvoir exécutif compte dans ses rangs pas moins de sept millionnaires. Certes, c'est loin du gouvernement Trump qui comprend plusieurs milliardaires et il n'est pas nécessaire d'être riche pour être au service politique de la bourgeoisie ; toutefois, c'est porteur d'une forte violence symbolique et surtout révélateur de la proximité toujours plus grande entre la classe sociale dominante et le personnel politique de l'État. L'un d'entre eux est Nicolas Hulot, le ministre de la Transition écologique, propriétaire à lui seul de sept véhicules. La championne, la ministre du Travail Murielle Pénicaud, est non seulement la plus riche des ministres (un patrimoine de 7,5 millions d'euros) mais l'entreprise qu'elle dirigeait (Business France) a commis 671 infractions au code du travail durant son mandat.

Reste que le premier gouvernement de Macron est similaire à celui des gouvernements bourgeois à travers le monde, révélateurs que *« l'histoire de l'économie politique au cours des quatre dernières décennies est celle d'une guerre de classe entre le capital et le travail, que jusqu'à présent la bourgeoisie gagne les doigts dans le nez »* (*The Guardian*, 4 décembre 2017). Qu'il s'agisse de Trump, Macron, May, Abe, Merkel, Rajoy… le discours est le même, autour de la fumeuse « théorie du ruissellement », qui est avant tout une idéologie, très en vogue dans les milieux de la réaction et déjà utilisée par Reagan et Thatcher, visant à légitimer l'enrichissement sans limite de la bourgeoisie. C'est le discours sur la « libération des énergies », comme si l'énergie que déploient les capitalistes servait à autre chose qu'à exploiter la classe ouvrière. C'est aussi le besoin d'attirer les capitaux du monde entier ; tous les gouvernements bourgeois encouragent la fraude fiscale et les paradis fiscaux…

Il est frappant à ce titre de comparer la politique économique de Macron à celle de Trump. Quand le président américain diminue l'impôt sur le revenu, le gouvernement français diminue l'impôt sur le capital en instaurant une imposition unique à 30 % (la « flat tax ») alors qu'elle pouvait atteindre 60 % auparavant. Quand Trump favorise la rente immobilière, Macron supprime l'ISF sur les valeurs mobilières (titres financiers). Alors qu'aux États-Unis 1 % les plus riches profitent de 83 % des allègements fiscaux, ils profitent en France de 46 %. Quand l'impôt sur les sociétés diminue aux États-Unis de 40 à 21 %, il diminue en France de 33 à 25 %, à quoi il faut ajouter la transformation du CICE en une baisse permanente de cotisations. La différence n'est vraiment qu'une question de nuance… De l'autre côté de l'échelle des revenus, entre 2005 et 2015, le nombre de pauvres en France (au sens relatif, soit moins de 60 % du revenu médian) a augmenté d'un million, et le taux de pauvreté est passé de 13,3 à 14,2 %. Un tiers des enfants, près de 35 % des ouvriers, 36 % des jeunes de moins de vingt ans vivent dans des ménages pauvres.

Les attaques du gouvernement Macron-Philippe et de la majorité de députés LREM vont nécessairement accentuer ce phénomène.

Contre les travailleurs, surtout les plus précaires

Il compte mener une guerre sans merci à tous les travailleurs, mais d'abord à ceux qui sont le plus en difficulté, notamment les chômeurs et les smicards. Les premiers, quand ils ne prouvent pas qu'ils cherchent du travail, sont traités par la ministre du Travail qui s'enrichissait en violant le droit du travail de *« fraudeurs, qui n'ont pas de difficultés mais qui profitent d'un système*

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros

Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc, etc. : **revolucionpermanente.com**

Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

d'assurance chômage sans faire d'effort » (Muriel Pénicaud, ministre du travail, *Europe 1*, 7 janvier 2018). L'ancienne DRH de Danone a empoché plus d'un million d'euros le 30 avril 2013 en vendant des stock-options, à peine quelques semaines après que l'entreprise a annoncé de nombreux licenciements, plus de 900 dans toute l'Europe dont 230 en France.

La plupart des chômeurs ont versé des cotisations chômage ; pourtant, il est question de les priver d'allocation, sachant déjà que la moitié d'entre eux n'en perçoit pas. C'est ainsi que le gouvernement envisage de durcir, dès l'été, les sanctions. En d'autres termes, si l'État (par le biais de Pôle emploi) estime qu'un chômeur ne recherche pas assez activement du travail, c'est-à-dire qu'il refuse une formation ou deux offres d'emploi jugées « raisonnables », ses allocations pourraient être immédiatement réduites de moitié (contre 20 % aujourd'hui) pour une durée de deux mois. S'il récidive, elles pourraient être supprimées pour la même durée.

Le gouvernement est bien aidé à cet égard par les appareils syndicaux (CGT, FO, CFDT) qui viennent de signer avec trois organisations patronales (Medef, CPME, U2P) un texte de quinze pages intitulé « Socle de réflexion pour une concertation utile ». La presse (*Challenges*, *Mediapart*...) se réjouit du *« front commun syndicat-patronat »*. Les bureaucraties syndicales travaillent main dans la main avec le patronat, voulant partager un *« socle de réflexion pour une concertation utile »*, voulant *« que les décisions qui seraient prises le soient sur la base d'un diagnostic et d'objectifs élaborés conjointement avec l'État, dans le cadre de réunions multilatérales rassemblant l'ensemble des acteurs »*... comme des serviteurs zélés du capitalisme ouvrant la voie au gouvernement.

Les salariés les plus mal payés, ceux qui touchent le SMIC, sont également la cible du gouvernement. Un « groupe d'experts », composé d'une poignée d'économistes bourgeois soigneusement sélectionnés par le pouvoir –dont le sinistre André Zylberberg qui traite ses opposants de négationnistes [voir *Révolution communiste* n° 24]–, a émis dans un rapport remis le 1er décembre dernier plusieurs propositions visant tout simplement à démanteler le SMIC : supprimer l'indexation et le « coup de pouce ». L'indexation est double, la loi oblige le gouvernement à revaloriser le SMIC au rythme de l'inflation et de la moitié du gain de pouvoir d'achat du salaire moyen ouvrier et employé. Le « coup de pouce » correspond à un choix du gouvernement d'augmenter davantage, ce que la loi l'autorise à faire. La dernière fois remonte à 2012. Le salaire minimum en France est le sixième plus élevé d'Europe, il est aussi celui qui a le moins augmenté aux cours des dernières décennies (à l'exception de la Grèce). La France est, parmi les pays avancés, celui pour lequel les salaires sont le plus concentrés à proximité du SMIC, ce qui s'explique par les baisses massives de cotisations sociales patronales depuis une trentaine d'années. La France est ainsi le pays pour lequel l'écart entre le taux de cotisations patronales du salaire médian (37 %) et du SMIC (7 %) est le plus élevé. Les entreprises sont incitées à créer des emplois moins bien payés et dissuadées d'augmenter les salaires pour éviter une hausse des cotisations, un phénomène que des économistes qualifient de « trappe à bas salaires ».

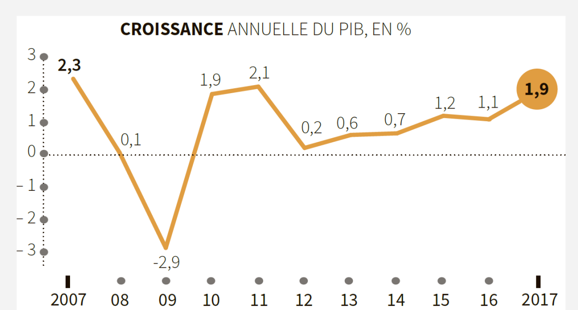
L'application des lois de flexibilité et de précarisation du travail

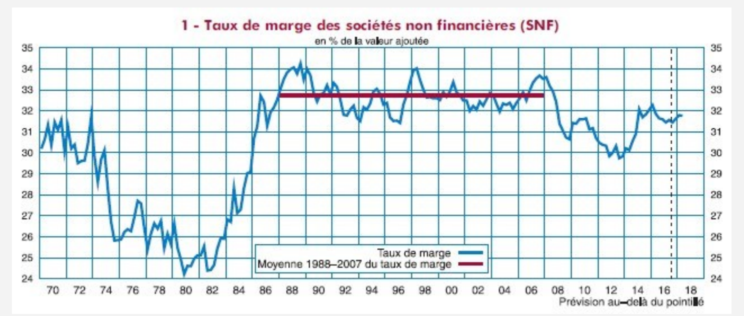
Toutes les directions syndicales avaient accepté de discuter des ordonnances avec Macron, Philippe et Pénicaud [voir *Révolution communiste* n° 23, 24]. Certaines les ont approuvées (CFDT, FO...), d'autres ont refusé d'appeler à la grève générale (CGT, Solidaires...), n'y opposant que des journées d'action symboliques et démoralisantes, avec l'aide de LFI, du PCF, de LO, du NPA, du POID... [voir *Révolution communiste* n° 25, 26].

Le nouveau droit du travail sert l'offensive patronale, puisque la loi travail Hollande-Valls-El Khomri de 2016, ainsi que les ordonnances de 2017 se mettent en oeuvre. Le référendum d'entreprise qui autorise des syndicats minoritaires à faire valider un accord refusé par des syndicats majoritaires est maintenu. Les appareils syndicaux font à peine semblant de s'opposer. La CGT compte sur la justice bourgeoise (le Conseil d'État) pour *« suspendre »* les ordonnances (*Communiqué*, 9 novembre). FO fait moins semblant encore : *« nous préférons attendre les décrets... mettre en cause les ordonnances alors qu'elles n'ont, pour l'heure, qu'une valeur réglementaire, risque de permettre au Conseil d'État de botter en touche »* (*Mediapart*, 9 décembre 2017).

Les CHSCT commencent à disparaître. La « rupture conventionnelle collective » s'applique également, et les entreprises capitalistes profitent de l'aubaine qui leur est offerte de pouvoir licencier à peu de frais. Chez PSA, la première grande entreprise à la mettre en application, seulement quelques années après la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, 1 300 postes pourraient être supprimés, tandis que l'entreprise annonce un record historique de ventes. Un accord a été signé par cinq des six organisations syndicales de l'entreprise, dont FO. Alors que Jean-Claude Mailly se dit *« un peu étonné que PSA puisse avoir recours ou ait recours à ce type de dispositif »* (*Reuters*, 28 décembre 2017), un délégué FO ne s'offusque pas : *« c'est blanc bonnet et bonnet blanc »*, et il se dit même *« globalement satisfait »* (Christian Lafaye, *Europe 1*, 10 janvier 2018). Le représentant de la CGT s'offusque mais pas tant en refusant les licenciements qu'en se plaignant que les autres syndicats *« sont pas foutus d'obtenir en échange un plan d'embauche massif en CDI »* (Jean-Pierre Mercier, *France Bleu*, 19 janvier).

L'économie française portée par la conjoncture internationale





Le gouvernement s'attribue les mérites de la phase d'expansion qui a commencé avant son accession au pouvoir. Le capitalisme français connaît une croissance économique relativement forte : 1,1 % en 2016, 1,9 % en 2017. Il faut remonter à 2011 pour retrouver un niveau aussi élevé. Si le capital profite des mesures pro-capitalistes du gouvernement précédent, le principal déterminant est surtout l'environnement mondial. L'économie européenne confirme sa reprise de 2016 (le PIB de l'UE a augmenté de 2,6 % en 2017, celui de la zone euro de 2,7 %), des économies émergentes (Brésil, Russie…) sortent de la dépression causée par la baisse des prix des matières premières de 2014, le PIB mondial a progressé de 3 % en 2017.

Toutefois, cela ne doit pas faire oublier l'instabilité structurelle du capitalisme. Le regain de protectionnisme risque de précipiter la crise économique et un certain nombre d'éléments font peser un risque de krach financier. La planche à billets n'a pas cessé de fonctionner de 2008 à 2017. Les banques chinoises sont notoirement fragiles à cause de crédits douteux. Les banques centrales américaine et britannique (Fed, BoE) commencent à relever leurs taux directeurs, et la banque centrale européenne (BCE) a annoncé qu'elle allait réduire ses achats d'actifs financiers. Auparavant, en 10 ans, 6 000 milliards de dollars ont été injectés par chacune des banques centrales de la Chine, des États-Unis, du Japon et de la zone euro. Au total, cela faisait l'équivalent de 200 milliards de dollars chaque mois. Le ratio de la dette au PIB mondial est donc passé d'environ 180 % en 2007, avant la crise capitaliste mondiale, à plus de 240 % en décembre 2017, selon la BRI.

La coïncidence de l'abondance de crédit et d'un investissement productif modéré a conduit au renouveau de la spéculation. Une bulle boursière, en particulier aux États-Unis s'est constituée, non seulement sur les actions - ce que montre l'indice Dow Jones - mais aussi sur les obligations, sur l'immobilier, sur les cartes de crédit. Les crédits américains à risque (« subprime ») pour les automobiles s'élèvent à 23 millions de dollars, les prêts non remboursés à 7 millions de dollars. Les pratiques sont similaires à celles qui avaient cours avant la crise de 2007-2008. La titrisation a repris, avec un renforcement de l'opacité des titres.

Reste que l'économie française crée des emplois. 60 000 emplois marchands ont été créés au second semestre 2017, ils sont en partie annulés par la baisse de 38 000 emplois non-marchands, principalement en raison de la suppression des « contrats aidés ». L'INSEE a prévu que l'emploi total augmente de 72 000 au premier semestre 2018. Le taux de profit, si on l'estime à l'aide du taux de marge, seul disponible à l'INSEE (le taux de profit est le rapport entre le profit dégagé et le capital investi, alors que le taux de marge est le rapport entre le profit dégagé et la richesse créée), se situe entre 31,5 et 32 % depuis 2016. Ce chiffre est plus faible que la moyenne entre 1987 et 2007 (33 %), mais il est plus élevé qu'entre 1970 et 1985 (entre 24 et 32 %). Si le taux de marge n'a pas retrouvé son niveau d'avant 2007, c'est exclusivement dû aux services marchands, pour lesquels la concurrence est plus forte, alors que l'industrie a conservé sa rentabilité en raison notamment des baisses d'impôt et de la diminution du prix des matières premières.

Macron multiplie les voyages et les initiatives diplomatiques, en tentant de profiter de la méfiance que suscite dans le monde l'infléchissement de la politique extérieure américaine, de la paralysie temporaire du gouvernement allemand à la recherche d'un nouveau bloc parlementaire (même si le SPD est prêt à sauver Merkel) et de celle, plus durable, du gouvernement britannique coincé par la négociation du Brexit.

Toutefois, ses atouts sont restreints par les fragilités spécifiques de l'économie française notamment en termes d'endettement, de commerce extérieur, de perte des fleurons industriels. Le taux d'endettement des entreprises françaises s'élevait à 70 % en 2007, il était en 2016 de 90 %. L'endettement n'est pas en soi un signe de faiblesse, mais il servait peu, jusqu'à fin 2016, à l'investissement productif. Durant la même période, le taux d'endettement des entreprises allemandes, italiennes et espagnoles avait baissé. Le commerce extérieur est déficitaire depuis 2003, car les exportations ont crû moins vite que les importations. Le déficit était de plus de 62 milliards d'euros en 2017 et l'excédent des échanges de services ne suffit pas à le compenser. La part des exportations françaises dans les échanges de biens mondiaux diminue constamment : en 2017, les exportations françaises représentaient 12,9 % des exportations de la zone euro contre 17 % en 2000. Des firmes étrangères ont pris le contrôle de Lafarge en 2015 et d'Alstom en 2015 et en 2017. D'autres groupes industriels comme Orano (ex-Areva), EdF, Engie (ex-GdF-Suez)… sont en difficulté.

À cela s'ajoutent la menace de liquidation du régime spécial de la SNCF en contrepartie d'une annulation partielle de la dette, la responsabilité des capitalistes de Lactalis dans l'empoisonnement de nourrissons par du lait contaminé (ce qu'ils savaient) et la complaisance à leur égard de l'État, la réduction prévue de 10 à 15 % des budgets des accidents du travail et des maladies professionnelles…

Contre les étrangers quand ils sont pauvres

L'État français, depuis la crise économique mondiale de 1973-1974, a cessé d'inciter à l'immigration économique et a restreint l'accueil des réfugiés. Le résultat n'est pas la fin de l'immigration, qui est impossible, mais la terreur permanente pour les travailleurs qui sont sans papier, leur surexploitation, ainsi que la division et l'affaiblissement de l'ensemble de la classe ouvrière.

La décennie 2000 a marqué un durcissement, incarné notamment par l'arrivée de Sarkozy au ministère de l'Intérieur en 2002. Dès 2003 est instaurée une « politique du chiffre », avec à la fois un durcissement des conditions d'obtention d'un titre de séjour –par exemple en 2003 et en 2006, le Code civil a été modifié pour complexifier l'accès à la nationalité française– et un objectif de nombre d'expulsions. Les services de police se sont alors mis à chasser plus activement les étrangers sans-papiers, dans les centres d'hébergement, mais aussi aux guichets des préfectures et jusque dans les écoles. Puis ce fut la libération de la parole raciste avec le ministère de l'identité nationale d'Hortefeux (*« Quand y en a un ça va, c'est quand y en a beaucoup qu'il y a des problèmes »*) et de Besson, puis Guéant (*« je pense que toutes les civilisations ne se valent pas… nous devons protéger notre civilisation »*), le racisme à peine plus masqué de Valls (*« tu mets plus de Whites »*).

Macron, qui avait été présenté par le PCF et le PS comme un barrage contre le FN, demande plus de rendement : *« Nous sommes inefficaces dans l'expulsion, la reconduite aux frontières de celles et ceux qui, in fine, n'ont pas l'accès au titre. Nous reconduisons beaucoup trop peu ! »* (*Discours aux préfets*, 5 septembre 2017). Là aussi, la différence avec le discours de Trump qualifiant de *« trous à rat »* les pays d'où viennent les migrants n'est qu'une question de ton.

Les députés LREM et LR « constructifs » ont adopté le 8 décembre une proposition de loi *« permettant une bonne application du régime d'asile européen »* qui, en s'attachant à *« sécuriser le placement en rétention administrative des étrangers relevant du règlement Dublin »*, instaure le droit à l'emprisonnement préventif des migrants, sous le prétexte raciste et éculé qu'*« on ne peut pas prendre l'entièreté des migrants économiques du monde »* (Marie Gueveoux, députée LREM, *Mediapart*, 8 décembre), comme si la bourgeoisie française ne portait pas une lourde responsabilité dans les conditions poussant des populations à fuir leur pays. Une nouvelle loi de restriction de l'émigration est prévue pour le début du printemps, présentée par le ministre de l'Intérieur comme *« la première pierre de la refondation de notre politique d'immigration et d'asile »* (Gérard Collomb, 7 décembre 2017).

Le ministre de l'Intérieur, ancien maire PS de Lyon convient qu'il est en train de « *passer pour le facho de service* » (*Mediapart*, 27 décembre 2017). Et pour cause… Heureux de proclamer que *« la lutte contre l'immigration irrégulière est une priorité gouvernementale »* (*Libération*, 5 décembre 2017), Collomb n'a pas attendu pour envoyer sa police déchirer les tentes et confisquer les biens dans plusieurs dizaines de camps de fortune. Il ne se sent plus, il est pressé d'expulser : *« il est nécessaire d'agir rapidement, à droit constant »* (*Le Monde*, 4 décembre 2017). C'est la raison pour laquelle il fait paraître deux circulaires, le 20 novembre et le 12 décembre.

La première (« Objectifs et priorités en matière de lutte contre l'immigration irrégulière ») exige *« que… les demandeurs d'asile déboutés fassent systématiquement l'objet d'une décision portant OQTF dès que possible… que les personnes faisant l'objet d'une procédure de détermination de l'État responsable* [procédure Dublin] *soient assignés à résidence… dès la présentation au guichet unique ».* Il annonce la création de 200 places supplémentaires en rétention. Même Jacques Toubon, cofondateur du RPR et ministre dans le même gouvernement que Charles Pasqua, propulsé par Hollande « Défenseur des droits » –un poste fantôme en vue de placer des hommes politiques en fin de carrière– s'indigne, dénonçant un texte qui *« conduirait à banaliser l'enfermement des étrangers, y compris ceux ayant un droit au maintien sur le territoire et un besoin de protection internationale, au mépris du respect des droits fondamentaux les plus élémentaires »* (*Communiqué*, 7 décembre 2017).

La seconde circulaire (« Examen des situations administratives dans l'hébergement d'urgence ») instaure la possibilité pour les préfectures de pénétrer dans les centres d'hébergement en vue d'en expulser les sans-papiers, voire de demander à des travailleurs sociaux ou à des associations d'accomplir la basse besogne. Mettre fin à l'hébergement inconditionnel, pourtant déjà dé-





faillant, est un coup violent porté aux libertés démocratiques : Pasqua, Hortefeux, Guéant n'avaient pas osé aller si loin. Le FN, quant à lui, *« se félicite que le problème majeur de l'immigration soit posé. Il y voit une victoire politique »* (*Communiqué*, 18 décembre 2017).

Le résultat est plus de souffrance pour ceux qui fuient la misère et la guerre (elles-mêmes liées à l'impérialisme et aux interventions néocoloniales), l'emprise des mafieux (passeurs, esclavagistes…) et plus de morts (3 100 noyés en Méditerranée en 2017).

Contre la jeunesse en formation

Le gouvernement s'en prend aux travailleurs, français ou étrangers, mais aussi à la jeunesse en formation. Dans l'enseignement primaire, la scolarisation avant trois ans est largement remise en cause, les classes de CP à 12 élèves dans les REP+ se sont constituées à moyens constants, c'est-à-dire par un redéploiement des autres postes. Un « Conseil des sages de la laïcité de l'Éducation nationale » vient d'être nommé, avec un risque évident d'islamophobie. À l'autre pôle, l'accès à l'université est en danger. C'est un vieux rêve du patronat, que la main-d'oeuvre puisse être à sa merci. Les jeunes qui veulent faire des études sont plus nombreux que jamais. Pourtant, le budget de l'enseignement supérieur public est resté stable. En 2016, était instaurée la sélection en master, avec l'aide des appareils de la FAGE, de l'UNEF, du SNESUP-FSU, de la CFDT, etc. En 2017, la loi Vidal mettait fin de fait au statut du bac comme premier grade universitaire, à quoi s'ajoute la contre-réforme du bac à venir, avec la fin des séries, la diminution drastique du nombre d'épreuves, une place accrue au contrôle continu, la suppression des épreuves de rattrapage, la mise en concurrence des lycées…

Pour Macron, les patrons ont le droit à l'erreur, mais pas les étudiants. Il insulte la jeunesse : *« Nous ferons en sorte que l'on arrête de faire croire à tout le monde que l'université est la solution pour tout le monde »* (*Le Monde*, 11 septembre 2017). L'instauration d'une sélection supplémentaire à l'entrée de l'université coïncide, comme un ironique passage de relais, avec le mort de Devaquet le 19 janvier, tant le projet de loi « relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants » comporte des similitudes avec celui qui avait provoqué une riposte massive et victorieuse de la jeunesse étudiante en novembre-décembre 1986. Le gouvernement

Les exigences croissantes de l'appareil répressif de l'État

Macron passe pour moderne, alors qu'il ne fait que rejouer le sabre et le goupillon. Non seulement il a adressé des « voeux aux autorités religieuses », mais il y a glissé des attaques à la Sarkozy contre la laïcité, pourtant bien incomplète (la 5e République finance les établissements d'enseignement catholiques et le clergé d'Alsace et de Moselle). L'austérité budgétaire est épargnée au coeur de l'État bourgeois : police, armée, prisons, tribunaux… avec l'approbation du PS, du PCF et de LFI [voir *Révolution communiste* n° 26]. Macron a renouvelé, lors des « voeux aux armées », la promesse d'augmenter chaque année ce budget de 1,7 milliard d'euros, pour atteindre une dépense officielle de 190 milliards sur le quinquennat. Mais les échecs de l'armée française, en particulier au Mali, servent à l'état-major à exiger encore plus. Or, Macron, pour défendre les intérêts généraux des groupes transnationaux français, a besoin de l'armée.

Le gouvernement a promis l'embauche de 10 000 policiers durant le quinquennat. Des policiers et des femmes de policiers ont de nouveau manifesté début janvier, à l'occasion de suicides ou d'une agression de policiers par des voyous le nuit du réveillon. Les demandes d'Alliance, de l'Unsa, de l'Unité-SGP-FO, du FPIP sont plus de recrutement, des peines exemplaires pour les agresseurs des forces de l'ordre, le rétablissement des peines planchers, que les outrages soient systématiquement verbalisés… Les policiers, le FN et LR réclament toujours plus d'emprisonnements et des peines toujours plus longues (pas pour les patrons qui licencient ou poussent au suicide, pas pour l'ancien tortionnaire Le Pen, pas pour le fraudeur Fillon…).

La population carcérale est passée de 20 000 en 1955 à 68 974 au 1er janvier 2018. Les premières victimes de la surpopulation sont évidemment les condamnés et les prévenus qui sont entassés par l'État bourgeois dans des conditions ignobles (le record étant, d'après le ministère de la Justice, la maison d'arrêt de Nîmes avec une densité carcérale de 213 %). Le 15 janvier, malgré la promesse de 1 100 nouveaux postes pour les 4 ans à venir, les surveillants pénitentiaires ont bloqué les maisons d'arrêt et les centres de détention, avec le soutien du FN et de LR, mais aussi de LFI, du PCF, du POID et de LO : *« les gardiens aux effectifs insuffisants et dont les salaires, ceux de fonctionnaires de catégorie C, sont indignes. Ils ont raison de ne pas l'accepter »* (*Lutte ouvrière*, 24 janvier 2018). Dans ce mouvement qui suspendait le droit de visite des familles et des avocats, FO (2e organisation aux élections professionnelles) a renchéri sur l'UFAP-UNSA (1er) et la CGT (3e) : elle demandait, entre autres, 2 500 matons de plus et des pistolets à électrochocs (tasers). Le 26 janvier, l'UFAP-UNSA a signé un accord avec la ministre de la Justice Belloubet : 450 places supplémentaires dans les « quartiers étanches » pour détenus « radicalisés », équipements (des tenues pare-coups, etc.), augmentation des primes (en moyenne, un gain de 1 150 euros par an), 100 postes supplémentaires en 2018 et au total 1 100 postes supplémentaires sur le quinquennat, fouilles inopinées dans les cellules…

Les doléances des matons, des flics et des généraux aboutissent non seulement à augmenter la charge de l'impôt sur les travailleurs, mais à renforcer la base sociale du parti fascisant et des groupes fascistes, à diminuer les libertés et à renforcer les moyens de répression des luttes sociales.

a déjà demandé aux universités d'instaurer les modalités de la sélection, sur un mode local, à l'encontre du cadre national. Elles seront autorisées à refuser des bacheliers si elles jugent que leur « projet » –comme s'il est infâme qu'un jeune de moins de 20 ans puisse ne pas avoir de plan de carrière– n'est pas cohérent avec son niveau et sa formation. Des *« compétences »* spécifiques à chaque licence –les *« attendus »*, dont seuls les ingénus peuvent sérieusement prétendre qu'il s'agit d'autre chose que de la sélection– seront donc jugées nécessaires pour accéder à l'université. Le projet de loi adopté en première lecture en décembre par l'Assemblée leur attribuerait un caractère très général, qui laisse à chaque université la possibilité de les adapter, les durcir ou les assouplir.

Non seulement les bacheliers se voient interdire un accès à l'université – à commencer par les enfants de la classe ouvrière –, mais c'est aussi une opportunité de profit. La classe capitaliste étant attirée par le profit comme le vautour par la charogne, des officines privées proposent déjà leurs services de remise à niveau pour les bacheliers qui craignent de ne pas réunir les *« attendus »*. Les mesures suscitent la résistance par les étudiants et les travailleurs de l'enseignement supérieur. Ils sont pour l'instant entravés par les directions de l'UNEF, de la FSU, des SUD, de FO, qui non seulement proposent une lutte locale, université par université, loin d'une lutte nationale seule à même de faire reculer le gouvernement, mais cherchent moins à mobiliser les étudiants qu'à faire pression sur les directions d'université via les conseils de cogestion dans lesquels ils sont élus.

Briser la collaboration de classe

Le gouvernement a rencontré jusqu'ici peu de résistance. Ses rivaux politiques bourgeois (LR, FN) sont pour l'instant en reconstruction après leurs défaites électorales de la présidentielle et des législatives de 2017. Le parti traditionnel de la bourgeoisie (LR) vient d'élire à 75 % son nouveau chef, Laurent Wauquiez, qui cherche à rallier la bourgeoisie et la petite bourgeoisie traditionnelle en portant un discours particulièrement réactionnaire contre la protection sociale et le *« cancer de l'assistanat »*, contre les homosexuels, en soutenant les bigots arriérés de la Manif pour tous, contre les étrangers et la *« folie migratoire »*. Le président des « Jeunes avec Wauquiez », pressenti futur président des Jeunes républicains va jusqu'à prêter à Marine Le Pen *« un discours de gauche »* et la qualifie de *« soixante-huitarde »* (*Marianne*, 3 décembre 2017).

Les partis issus de la classe ouvrière semblent également hors course : LFI a bien du mal à exister en dehors des campagnes électorales (contrairement au PCF d'autrefois), le PS est mort, du moins dans sa forme actuelle, le PCF poursuit sa longue agonie… Surtout, les appareils syndicaux se sont positionnés en soutien, à peine masqué, du gouvernement parce qu'ils ont participé tout l'été 2017 à l'élaboration des ordonnances, parce qu'ils ont écrit avec le Medef une lettre accompagnant les attaques contre les chômeurs…



11 janvier, rencontre entre les dirigeants syndicaux et le patronat / photo *Libération*

Le nombre de grèves a tendance à diminuer (712 en 2017, contre 801 en 2016, 966 en 2015…). Le ministère du Travail décompte, pour 2015, 69 journées de grève pour 1 000 salariés, contre 164 en 2005.

La classe ouvrière semble cadenassée, mais elle n'est pas écrasée. L'agressivité de la police, le délabrement de quartiers populaires, l'étranglement des hôpitaux, l'insuffisance des transports publics, les licenciements, les baisses de salaires, la sélection à l'université, le sort des réfugiés, l'échec des expéditions militaires… nourrissent un mécontentement souterrain qui peut exploser malgré les partis « réformistes » réduits aux gesticulations parlementaires et les chefs syndicaux tenus en laisse. Il faut préparer ce moment par l'unification des révolutionnaires, par la mise sur pied des fractions de lutte de classe dans les syndicats pour la rupture avec le gouvernement, pour les revendications :

Pas touche aux chômeurs ! Des allocations pour tous les chômeurs ! Échelle mobile du temps de travail !

Pas touche au SMIC ! Revalorisation massive du SMIC ! Augmentation généralisée des salaires ! Échelle mobile des salaires !

Des logements pour tous ! Réquisition des immeubles vides !

Des papiers pour tous ! Régularisation de tous les sans-papiers ! Retrait du projet de loi sur l'immigration ! Abrogation des circulaires Collomb et de toutes les lois xénophobes !

Pour le droit aux études ! Retrait du projet de loi sur l'université ! Maintien du baccalauréat comme premier grade universitaire ! Revalorisation massive des bourses ! Construction de logements par le CROUS ! Des moyens pour les universités à hauteur du nombre d'étudiants !

28 janvier 2018

Lutte au centre hospitalier psychiatrique Guillaume Régnier de Rennes

Les hôpitaux publics et les maisons de retraite (EHPAD) sont au bord de l'implosion.

Au CHGR de Rennes, le nombre de lits n'a cessé de baisser alors que la population départementale augmente de plus de 10 000 personnes par an. Les conditions de travail sont désastreuses à cause de la baisse des effectifs, des « tâches déplacées » (travail effectué par des personnels non destinés à ces tâches…). Les conditions d'accueil des patients sont déplorables. Les consignes sont irritantes : accueillir en chambre d'isolement un patient qui n'en relève pas, penser pas plus tôt entré à la sortie, prendre le périmètre abdominal à l'entrée, vérifier les coordonnées de la mutuelle…. Tout est codifié : tout le contraire d'une attitude d'écoute et d'accueil serein pour des patients en souffrance psychologique.

Plusieurs interventions syndicales ont relevé au CHSCT que le taux d'absentéisme est de 10 % et que celui des accidents du travail est 2 fois celui de la moyenne nationale, supérieur à celui du BTP. Les revendications étaient les suivantes : un pool d'établissements de 15 ETP (équivalents temps plein), la stagiarisation des contractuels, l'arrêt des procédures dégradées (pour pallier le non-remplacement d'un agent)…



Le 7 novembre, SUD appelle seul à la grève (les élections professionnelles à venir y sont sans doute pour quelque chose). La CGT le rejoint. La direction de l'hôpital concède 7 équivalents temps plein pour novembre et décembre (au lieu de 3,6) mais non pérennes. Les travailleurs ne sont pas satisfaits, d'autant que Darmanain, ministre de la fonction publique, annonce le gel des salaires et l'annulation des revalorisations pour 2018. Parallèlement la ministre de la santé Buzin parle de supprimer 30 % des dépenses de l'assurance maladie « non justifiées » et de fermer de nouveau des lits, y compris en psychiatrie.

Les syndicats appellent à la grève pour : l'arrêt des suppressions de lits, réouverture d'une unité de 20 lits, le remplacement de toutes les absences (maladies, maternité, détachements syndicaux, formations…), le respect des effectifs de fonctionnement tout au long de l'année, la pérennisation d'un pool d'établissement à hauteur de ce qui a été acté pour le mois de décembre, soit 21,4 ETP (nuit et jour), la stagiarisation de nos collègues contractuels, le dégel de la réserve prudentielle de 500 000 euros.

Chaque mardi, une assemblée générale à la porte de l'hôpital regroupe plus de 200 travailleurs qui veulent non seulement l'embauche d'effectifs supplémentaires mais la réouverture de lits et le dégel de la « réserve prudentielle » de 500 000 euros. La grève touche 30 % du personnel les 21 et 28 novembre.

Des démarches communes SUD & CGT à l'Agence régionale de la santé ne donnent rien. Dans le même temps, la CME (commission médicale de l'établissement) « exprime ses inquiétudes ». Le 28 novembre les organisations syndicales réitèrent leurs revendications au CTE (comité technique d'établissement) et au CHSCT.

Le 22 décembre, la représentante de l'ARS (agence régionale de santé), annonce l'octroi de crédits non reconductibles d'un montant de 520 000 euros pour l'année 2017. Ce montant doit servir à *« la mise en oeuvre des priorités de la filière de psychiatrie dans le cadre du projet médico-soignant partagé (PMSP) du groupement hospitalier de territoire »*.

La ministre de la santé Buzyn est venue le 4 janvier en visite à Rennes, à l'EHESP (École des hautes études en santé publique), puis elle s'est rendue dans un EHPAD. Les syndicats du CHGR n'ont pas été reçus par la ministre mais par sa conseillère et une représentante de l'ARS. Elles concèdent : 520 000 euros non reconductibles, 264 000 euros reconductibles (dégel), 84 000 reconductibles, au total 868 000 euros. Ces sommes vont surtout servir à renflouer le budget de 2017.

Les responsables syndicaux *« suspendent »* le mouvement le mardi 16 janvier. La plupart des revendications sont restées insatisfaites.

De la même manière, à Marseille, Toulouse, Paris, Nice, Bordeaux, Angers, Rouen, Clermont-Ferrand, Grenoble… les travailleurs hospitaliers se sont mobilisés contre la dégradation des conditions de travail et de soins, contre la politique du gouvernement Macron-Philippe-Buzyn. Partout, ils sont laissés à une résistance éclatée par les fédérations syndicales qui refusent de préparer la grève générale pour vaincre le gouvernement et sa politique d'étranglement de la santé publique

17 janvier 2018, correspondant

État espagnol Fondation de l'IKC

Droit à l'autodétermination de la Catalogne !

Dehors les forces de répression du gouvernement de la monarchie !

Pour une République ouvrière !

Le 1er octobre, le peuple catalan, malgré une formidable campagne de répression préventive de l'État espagnol, a imposé la tenue d'un référendum. Malgré les violences policières et la confiscation des urnes et des bulletins de votes, plus de deux millions de personnes (sur un total de cinq) se sont exprimées en votant oui à la question « Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d'une république ? ».

Le mandat des urnes quasi inaccessibles et de la rue est très clair : la population catalane s'est mobilisée principalement pour défendre son droit de décider démocratiquement de son propre destin, contre l'interdiction de la consultation et la répression de la monarchie espagnole.

Mais la question renfermait un piège. La seule possibilité pour voter contre la monarchie franquiste obligeait à voter pour « l'indépendance » sans autre nuance, sans aucun moyen de se prononcer sur le type de république qu'on souhaitait ni sur le type de relations immédiates et futures qu'on désirait entretenir avec les autres peuples actuellement sujets du Bourbon.

Le 27 octobre, la *République catalane indépendante et souveraine* fut finalement « plus ou moins proclamée » par la majorité du parlement. Cette majorité était constituée de deux coalitions :

- Junts pel Sí [Ensemble pour le Oui] dominée par deux partis bourgeois : le Partit Democrata Europeu Catala PDeCat et l'Esquerra Republicana ERC ;
- Candidatura d'Unitat Popular CUP-CC qui jouit d'un grand écho dans la jeunesse, qui est issue de la petite bourgeoisie radicale et qui a le soutien de plusieurs organisations se réclamant de l'anticapitalisme et du socialisme.

Leur poids électoral respectif était en 2015 de 39,6 % et 8,2 %.

Entre le 1er octobre, jour du référendum, et le 27, s'est écoulé un long délai pendant lequel le président du gouvernement catalan, Carles Puigemont (PdeCat), n'a cessé de manoeuvrer pour éviter de concrétiser la solution décidée en commun au parlement par Junts Pel Si et la CUP-CC. Et au fil du temps, l'impressionnante mobilisation des masses qui, pendant quatre jours (du 30 septembre au 3 octobre) avaient envahi les écoles, les places et les rues, pour défendre leur droit de vote et, qui s'étant exprimées, entendaient défendre la prise en compte du résultat.

La bourgeoisie républicaine et indépendantiste qui n'a jamais été ni l'une ni l'autre

Les manoeuvres, les hésitations, la dissimulation, les retards injustifiés, les accords secrets, les trahisons, etc. ont été la note dominante de toute l'action politique de la bourgeoisie indépendantiste face aux masses enrôlées sous sa bannière. Dans ce processus, l'ancien parti Convergencia i Unio CiU est mort, financièrement détruit, divisé et impliqué dans de nombreuses affaires de corruption à grande échelle… et est ressuscité sous la forme du PDeCat. Dans une fuite en avant désespérée pour éviter sa disparition, le grand parti de la bourgeoisie catalane, qui a coexisté avec bonheur sous la monarchie et tous les gouvernements, a réussi à prendre les rênes du puissant sentiment d'oppression nationale, renforcée par les nombreuses et insultantes provocations anti-catalanes des derniers gouvernements du Partido Popular PP.

Le résultat est contradictoire : bien que le PDeCat soit, pour le moment, sorti relativement indemne de la plus grande crise politique interne qu'ait connu la bourgeoisie catalane depuis la mort de Franco, le prix à payer a été très élevé, et il a dû aller beaucoup plus loin qu'il était précédemment allé dans sa revendication nationaliste.

Le 27 octobre, Carles Puigdemont, à la tête de Junts pel Si, a finalement dû prendre une décision. Il était coincé entre l'engagement formel de respecter le résultat du référendum et la dynamique même de l'échec de ses négociations secrètes avec le gouvernement Rajoy pour désamorcer le dangereux jeu du « processus constituant ». Le 26 octobre, la trahison de sa propre feuille de route était déjà avérée, la dissolution du parlement rebelle et la convocation à de nouvelles élections, décidées. Le cabinet de la présidence de la Généralité l'avait déjà annoncé et cela avait été publié dans tous les médias. Mais à la dernière minute, il n'a pu ou n'a pas voulu ou (le plus probable) n'a pas obtenu toutes les conditions qu'il avait souhaitées pour être le fossoyeur direct de l'indépendance et il s'est trouvé contraint de proclamer du bout des lèvres la République catalane dans un parlement encerclé par des milliers de manifestants qui l'exigeaient. Proclamation faite en l'air, sans aucune mesure pour la rendre réelle, sans aucun appel à l'intervention des masses pour l'imposer, et par des dirigeants préparant leurs valises pour fuir le pays.

Le suivisme de la petite bourgeoisie indépendantiste

De son entrée au Parlement en 2013 jusqu'à aujourd'hui, la CUP-CC (8 % des voix) —avec son langage « anticapitaliste » et le poing levé— n'a fait que suivre le

bloc bourgeois : son vote fut décisif pour la constitution du gouvernement bourgeois en Catalogne, identique à tous les précédents à l'exception de la promesse du référendum d'autodétermination. L'appui à maintes reprises de la CUP-CC au Parlement (dont le vote des budgets habituels en échange de miettes dérisoires pour les services sociaux) a permis au gouvernement catalan de survivre et, plus encore, son vote a été nécessaire pour approuver au parlement catalan la Loi de Transition provisoire, par laquelle la bourgeoisie catalane cherchait à garantir, pour elle-même tout comme ses amis de classe de l'État espagnol ou que ceux du reste du monde, toutes les lois espagnoles actuelles, tout l'arsenal juridique anti-ouvrier, tous les contrats commerciaux, tous les engagements internationaux, toutes les dettes, etc. Ils devaient rester en vigueur en attendant que « la nouvelle république adopte ses propres lois ».

La direction de la CUP s'est évertuée à cacher aux masses cette dure réalité que ses alliés bourgeois ne connaissent pas d'autres intérêts que les leurs, que pour eux la revendication nationale, même quand ils la radicalisent, n'est rien d'autre qu'un instrument de négociation pour augmenter leur part du gâteau. Elle l'a caché, mais elle le savait, parce qu'avec l'approbation de la Loi de transition, la capitulation a franchi un pas de plus : au cas où il y aurait finalement une « nouvelle république », il est certain qu'avec la loi que la CUP avait approuvée pas un seul point ni une seule virgule des bases économiques, sociales et politiques de la domination actuelle du capital sur la classe ouvrière ne serait remis en question.

En résumé, la CUP a agité le chiffon rouge devant une voie sans issue dont aucune des deux classes sociales principales n'a besoin : la République bourgeoise catalane.

L'État espagnol

Le gouvernement responsable de la répression contre le peuple catalan est l'un des plus faibles de ces quarante dernières années. Après deux élections législatives en l'espace de six mois, le PP n'a obtenu l'investiture de Rajoy que grâce à l'abstention de la majorité des députés du Partido Socialista Obrero Español (PSOE), laquelle a entraîné en retour une profonde crise dont ce parti se remet à peine.

Le gouvernement espagnol est aux mains d'un parti qui détient le record de la corruption en Europe. Le PP est impliqué dans une telle quantité d'affaires judiciaires de corruption qu'il a 900 accusations retenues contre lui. C'est le premier parti qui est accusé en tant que tel, pour la destruction de preuves décisives (disques durs) dans l'affaire Bárcenas, une affaire qui a révélé l'énorme revenu illégal (*caja B*, caisse parallèle) qui a transité par sa comptabilité nationale. Le président du gouvernement, miraculeusement, n'est pas accusé, mais il a dû témoigner devant le juge et son nom apparaît comme récepteur d'enveloppes d'argent de cette caja B. Rajoy prétend que « les catalans font certaines choses ». Mais ce qui est certain, c'est que dans l'Espagne des Bourbons, « il se passe toujours quelque chose ». Par exemple, jamais les affaires de corruption ne se terminent par des peines fermes, les juges et les procureurs sont dessaisis selon le désir des accusés, les audiences s'embrasent, la mortalité parmi les témoins de cas de corruption augmente…

Durant les évènements du « *défi de l'indépendance catalane* » (comme dit la presse espagnole), afin d'être sûr que le budget de l'État pour 2017 serait approuvé, le gouvernement minoritaire du PP a été obligé d'acheter la collaboration honteuse du Parti nationaliste basque PNV, au moyen d'une baisse de la contribution annuelle du Pays basque au budget de l'État espagnol. Aujourd'hui, la participation basque a encore été réduite, mais le budget 2018 n'a pas encore été adopté et il n'est pas certain qu'il le soit rapidement, car la mobilisation basque de solidarité contre la répression en Catalogne n'a pas permis au PNV de réitérer son petit jeu.

Grâce aux garanties parlementaires du PSOE et du PNV, Rajoy a pu profiter de toutes les occasions pour criminaliser le référendum et empêcher toute négociation avec le gouvernement catalan. Les seules réponses qu'il a apportées ont été l'asphyxie financière, une répression policière jamais vue et finalement le recours à l'article 155 de la Constitution, grâce auquel il a dissous manu militari un parlement démocratiquement élu par les Catalans, transformé l'administration régionale en une simple délégation ministérielle de Madrid et appelé à de nouvelles élections régionales pour le 21 décembre.

La tenue d'un référendum libre devrait être un acte démocratique comme ce fut le cas pour ceux qui ont eu lieu sans crise d'hystérie dans des pays plus civilisés (dans la province de Québec au Canada ou en Écosse au Royaume-Uni). Mais dans les mains des gérants de la monarchie héritière de « *l'Espagne une, grande et libre* », à la demande et à la décision d'organiser une consultation, l'État a répondu par l'occupation de la Catalogne avec des milliers de policiers et de gardes civils armés, plus de 1 000 blessés dans les charges de la police le 1er octobre, des centaines de manifestants en attente d'amendes ou de jugements, le Président de la Généralité et la moitié de son gouvernement en exil, l'incarcération des autres responsables du gouvernement et des dirigeants indépendantistes connus, la censure de la télévision publique, la persécution des enseignants…

Et tout cela a été possible grâce à la collaboration du PSOE sans laquelle le gouvernement Rajoy n'existerait pas et ne pourrait pas tenir un jour de plus. Le Pedro Sanchez d'aujourd'hui ne se souvient plus du coup de main interne qui l'a renversé il y a un an pour avoir refusé de permettre un nouveau gouvernement du PP. Ni ses promesses de ne jamais voter pour l'application de l'article 155 de la Constitution contre l'autonomie de la Catalogne. Maintenant, il respecte pleinement sa fonction de maintenir à flot l'État espagnol si vieux et si corrompu, expliquant à ses partisans qu'il le fait parce que « nous sommes une opposition responsable » qu'il « veillera » à ce qu'il y ait « une application limitée » de l'arsenal répressif contre la Catalogne.

La classe ouvrière

Quelques semaines à peine avant le référendum, la classe ouvrière catalane était encore dans l'expectative. Sa participation aux grandes mobilisations d'indépendance avait été partielle et noyée dans le « peuple » sous la direction de la bourgeoisie. Cette même dissolution s'est produite de manière générale au sein des Comités

pour la défense du référendum (CDR), l'organisation de masse qui a pris en charge l'organisation clandestine effective du référendum, dans des conditions dignes d'un état d'exception (arrestations, perquisitions, interventions de la police et de la garde civile dans les entreprises, locaux administratifs et domiciles). Avec leurs mérites et leurs insuffisances, leur composition variable selon les quartiers ou les localités, les CDR (désormais transformés en Comités de défense de la république) ont organisé la colère croissante contre la répression venue de Madrid et ont été l'instrument clé dans la radicalisation du processus.

La première intervention de la classe ouvrière en tant que telle, avec ses propres méthodes d'action, a eu lieu dans les jours qui ont précédé le référendum, lorsque les assemblées des dockers des ports de Barcelone et de Tarragone ont décidé de ne pas prendre en charge les navires envoyés par le gouvernement de Madrid pour loger les renforts de la garde civile, envoyés pour interdire le référendum. L'étape suivante dans l'intervention indépendante comme classe, désormais à l'échelle de tout le territoire, fut l'appel à la grève générale du 3 octobre et sa tenue.

Jusqu'à la veille du référendum, une fraction importante de la classe ouvrière est restée totalement indifférente à la revendication d'indépendance nationale conduite par ceux qui ont gouverné la Généralité, opéré de grandes coupes dans les budgets sociaux, privatisé les services publics, envoyés les Mossos d'Esquadra [police catalane] contre les manifestations sociales et qui se sont servi à pleines mains dans les caisses de la région. Profitant de cette saine défiance, les dirigeants des fédérations syndicales UGT et CCOO, majoritaires, mais très faibles et discréditées, ont tourné le dos à la défense du droit à l'autodétermination qui, naguère, faisait partie de leur programme, et laissé les mains libres à l'État espagnol pour réprimer et à la bourgeoisie catalane pour diriger les masses à son profit.

La fédération catalane Confederacio General del Traball (CGT) mérite une mention spéciale. Ce syndicat anarcho-syndicaliste édulcoré, dont le poids au sein de la classe ouvrière catalane est déjà important, semble en constante progression. L'idéologie anarchiste particulière de la direction de cette fédération, qui insiste constamment sur la défense de l'indépendance de classe, l'autorise à participer aux comités d'entreprise réglementés par l'Etat, mais l'empêche de défendre sans équivoque le droit des peuples (en particulier le peuple catalan) à son autodétermination. Cependant, la CGT n'a pas été en mesure d'échapper à l'énorme pression de sa base face au tour répressif des événements et a dû, quelques jours avant le référendum, appeler avec d'autres petits syndicats strictement catalans (Coordinadora Obrera Sindical COS, Intersindical Alternativa de Catalunya IAC, Confederacio syndical de Catalunya-Confederacio Nacional del Trabajo CSC-CNT) à une grève générale « à partir du 3 octobre ». L'appel a suscité un tel enthousiasme qu'à la dernière minute les CCOO et l'UGT s'y sont ralliées pour tenter de le transformer en une « grève régionale » d'un seul jour et sans contenu de classe, habilement soutenue par la Généralité elle-même. La vérité est que le 3, avec l'appel de ses syndicats de classe, la grève a été un tel cri contre la répression… qu'il fut rapidement étouffé par la direction de la CGT qui, unilatéralement et sans explication, annula son appel à poursuivre la grève les jours suivants.

D'autre part, en Catalogne, des deux grands partis ouvriers traditionnels (PSC-PSOE et PSUC-PCE), seul le premier continue d'intervenir sur la scène politique. Le PSC a peu de liens avec la classe ouvrière, reposant essentiellement sur le terrain électoral (entre 12 et 16 % des voix au cours des dernières années, la moitié de ce qu'il obtenait lors de la décennie précédente). Il a, en son sein, une importante composante fédéraliste qui, de temps en temps, défend publiquement le droit à l'autodétermination. Cette caractéristique lui permet de jouer un rôle équivoque de charnière entre l'espagnolisme monarchique de la direction du PSOE et le « catalanisme », bien que de toute façon il finisse toujours par se soumettre à Madrid.

Les vestiges de l'ancien PSUC, plusieurs groupes écologistes et la filiale de Podemos-Podem animent une coalition appelée Catalunya sí que es pot [La Catalogne oui c'est possible] (CSQP, 8,15 % des voix en 2015) qui gère actuellement la mairie de Barcelone. Cette coalition petite-bourgeoise s'est présentée aux élections avec le slogan de République catalane. Ses représentants ont adopté un profil totalement neutre, adapté à la gestion bourgeoise de la grande métropole et, à mesure que les événements se déroulaient, ils ont reculé sur leur revendication républicaine, jusqu'à voter ouvertement contre leur propre programme le 27 octobre, au parlement catalan. La CSQP a joué du oui, du non, du nous négocions, du je ne sais pas, du nous voterons mais seulement quand nous aurons quitté Madrid, pour devenir le premier naufrage politique catalan. Son chef Albano Dante Fachín a été exclu sans ménagement par Pablo Iglesias, qui l'a accusé de voter en faveur de la proclamation de la République catalane. La branche régionale de Podemos a été totalement détruite. Iglesias a tenté d'appliquer un article 155 à la section catalane, il a dissous la direction et a appelé à de nouvelles élections, mais le résultat a été la scission et la formation d'une nouvelle organisation. Malgré cela, la guerre reste ouverte chez ceux qui sont restés, au point qu'au moins dix cercles locaux de la province de Barcelone ont décidé en assemblée de ne pas participer à la campagne électorale en cours.

La convocation à de nouvelles élections et l'éclatement du front politique indépendantiste

Le 30 octobre fut le jour de vérité. Ce n'était pas un hasard si le vendredi 27 octobre personne n'était sorti sur le balcon pour proclamer la République, si personne n'avait ordonné de descendre les drapeaux espagnols du Palais du Parlement, si la résolution adoptée n'a jamais été publiée au Journal officiel de la Généralité de Catalogne. Le premier jour ouvrable suivant devait dévoiler la supercherie : le PDeCat et l'ERC acceptaient de participer à une élection dont le seul but était de démobiliser les masses et d'humilier la Catalogne dans un contexte d'intense répression policière. Les Mossos se soumettaient sans problème au changement de commandement, l'administration régionale devenait une vice-royauté… Les cinq années que le PDeCat et l'ERC s'étaient accordées pour *« préparer les structures de la future République »*



1 octobre 2017, Sant Julia de Ramis / photo Reuters

étaient une arnaque. Rien n'avait été préparé. C'était de l'esbrouffe. Le désarroi saisit tous ceux qui avaient fini par croire que derrière les manoeuvres secrètes de Junts pel Sí, il y avait quelque chose d'autre qu'une trahison. La CUP, l'ensemble de la gauche indépendantiste (Endavant, Arran, COS), qui avaient joué le jeu, sont restés sans voix, mais tout autant exposés à la répression et aux provocations fascistes. Le sentiment de trahison devint général.

Le seul forum de classe qui avait fonctionné jusqu'alors, le comité syndical qui avait appelé à la grève générale le 3 octobre (CGT-COS-IAC-CSC-CNT), s'est lui aussi disloqué. L'IAC, malgré l'engagement pris d'agir en commun avec ses partenaires, a décidé sans avertissement d'appeler unilatéralement à une nouvelle journée de grève le 8 novembre. Sachant que sa capacité de mobilisation l'empêchait de garantir un résultat significatif, cet appel bloquait la possibilité d'organiser une véritable grève générale illimitée contre la répression espagnole. Ni le gouvernement de Rajoy ni le front bourgeois PDeCat-ERC ne pouvaient rêver meilleur cadeau. La classe ouvrière organisée n'interviendrait pas massivement avec ses propres méthodes et ses propres revendications de classe dans les revendications démocratiques. La grève évitée, le retour dans le giron monarchique était en bonne voie avec des mobilisations « populaires » contrôlées qui permettaient de meilleures conditions de négociation sans autre interférence.

La CUP ne dresse pas le bilan de la débâcle

Le 12 novembre, une assemblée nationale extraordinaire de la CUP déclara que les élections convoquées par Madrid étaient illégitimes mais décida d'y participer sous sa propre bannière, étant donné que ses alliés indépendantistes s'étaient soumis à l'article 155, avec même un certain enthousiasme électoral. Le rapport politique approuvé, qui a servi de base au programme pour les élections du 21 décembre, est une véritable dentelle dans laquelle on peut trouver tout et son contraire mais aucun bilan de l'action réelle des membres de la CUP, de la raison pour laquelle ils ont été aussi surpris de la trahison de ce qu'ils appellent « le reste des forces politiques démocratiques et républicaines » (PDeCat et ERC), alors qu'on ne pouvait en attendre rien d'autre que ce qu'elles ont fait.

Dans ses deux documents, la CUP concentre son objectif sur l'Assemblée constituante, la « défense de la République du 1er octobre » et la résistance à la répression. Tout le reste y est subordonné. Certaines revendications de la classe ouvrière sont mentionnées pour « donner du contenu » et construire la République « par en bas ». Mais la République n'existe pas suspendue en l'air. C'est une forme d'État, une forme de pouvoir. Elle est aux mains d'une classe ou d'une autre. Après la débâcle du « procesismo » [le processus d'indépendance], après qu'ont été dilapidées la grande force et la détermination dont les masses ont fait preuve, les dirigeants de la CUP envoient la base se défouler et jouer à « construire d'en bas » une république de poupées. Pendant ce temps, les chefs continueront à faire des choses importantes et chercheront à reconstruire le front républicain dans lequel ils ont été si heureux. Dans ses points 85 et 86, le programme de la CUP le laisse clairement comprendre : elle postule à faire partie d'un « gouvernement républicain » avec un programme en 12 points tout à fait bourgeois, exactement la même ligne politique que celle qui a conduit à l'impasse actuelle. Nous nous trouvons face à un nouveau parti réformiste, basé sur la collaboration de classe, mais sans implantation chez les travailleurs.

Le programme d'un parti révolutionnaire internationaliste

Les élections du 21 décembre font partie du dispositif répressif exceptionnel contre le droit à l'autodétermination du peuple catalan et elles auraient dû être boycottées. Dans ces circonstances, quel que soit le résultat, rien d'important ne changera. Parce qu'il manque aujourd'hui en Catalogne, comme dans toutes les autres nationalités ou à l'échelle de l'État espagnol, une organisation de travailleurs capable de peser sur les événements, avec des positions claires sur l'indépendance et la défense des intérêts de classe, capable de faire sienne la revendication démocratique du droit à disposer de lui-même pour chacun des peuples prisonniers de la monarchie héritée de Franco. Seul un véritable parti ouvrier révolutionnaire, organisé dans une internationale ouvrière révolutionnaire, peut la prendre en charge. Il faut le construire.

Un tel parti se battrait pour l'organisation de la classe ouvrière sur la base de la démocratie ouvrière, dans les comités d'usine, de lieux de travail, de lieux d'étude ou des quartiers ouvriers, pour unifier les forces dispersées sur leurs véritables revendications, pour la fraternité de classe contre l'ennemi commun, indépendamment de la nationalité ou des frontières.

Un tel parti expliquerait, notamment aux jeunes réjouis par les mobilisations mais déçus par le résultat, que l'objectif de « l'indépendance » ou de « république indépendante » proposé par les organisations de la gauche indépendantiste n'a rien de particulièrement positif pour la classe ouvrière, qui doit rester indépendante de la bourgeoisie exploiteuse, et cela, quelle que soit sa langue. Mais il expliquerait aussi que seul un prolétariat puissant, organisé et luttant pour en finir avec la société capitaliste pourrait garantir à la Catalogne le droit de se déterminer démocratiquement et pacifiquement, avec toutes les options soumises à la discussion : séparation totale ou recréation de nouveaux liens sur un pied d'égalité.

Un tel parti expliquerait aux travailleurs que la défense contre les mesures répressives que le gouvernement de

la monarchie développe en Catalogne est une tâche qui incombe non seulement aux masses catalanes, mais à l'ensemble de la classe ouvrière de l'État espagnol, sans la solidarité de laquelle ils finiront une fois de plus humiliés et trompés par leurs dirigeants nationalistes, comme cela est arrivé jusqu'à aujourd'hui.

Contre la répression :

- Forces d'occupation, hors de la Catalogne !
- Libération immédiate et sans poursuite judiciaire des prisonniers politiques et des militants sociaux ! Abrogation de toutes les lois répressives spéciales ! Démantèlement de la Cour nationale ! Dissolution des corps répressifs, y compris des mossos et de l'erzaintza (police basque) !
- Constitution de comités contre la répression dans les lieux de travail, d'études et les quartiers ouvriers !
- Organisation de la solidarité de la classe ouvrière de l'État espagnol et de l'Europe pour faire cesser toutes les mesures répressives de la monarchie contre la Catalogne !

À bas « l'unité nationale » avec la bourgeoisie, en Catalogne ou dans l'État espagnol, unité de classe pour répondre aux besoins immédiats des masses

Un parti révolutionnaire mettrait en avant les revendications les plus urgentes, celles qui devraient être à la base d'un front de classe, pour rassembler dans la lutte immédiate toutes les organisations prêtes à défendre les travailleurs autour des mesures suivantes d'un programme ouvrier :

- Travail ou allocation pour tous ! Réduction de la journée de travail sans réduction de salaire jusqu'à extinction du chômage !
- Pas une attaque de plus contre nos salaires, nos droits sociaux ou du travail ! Récupération du pouvoir d'achat perdu pendant la crise !
- Abrogation des réformes des retraites et du travail ! Salaire minimum interprofessionnel de 1 500 euros, au niveau de la France, de la Belgique ou de l'Irlande ! Pas de salaire inférieur au minimum interprofessionnel ! Pas de contrat précaire ! Plus de discrimination salariale contre les femmes dès aujourd'hui !
- Logements bon marché et de qualité pour tous, garantis par l'État ! Plus une seule expulsion ! Gel immédiat des loyers au niveau d'avant la bulle immobilière. Abrogation de la loi hypothécaire ! Municipalisation des terrains urbains ! Expropriation des grands propriétaires de logements avec mise à la disposition des familles de travailleurs !
- Retour à l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'État et de l'employeur !
- Légalisation de tous les immigrants ! Abrogation de la loi sur les étrangers ! Fermeture immédiate des Centres de rétention et d'internement des étrangers (CIES) ! Ouverture des frontières à tous les travailleurs ! Droits égaux pour tous les travailleurs et travailleuses !
- Défense de la santé publique pour tous, de qualité et gratuite à tous les niveaux ! Les intérêts privés hors de la santé publique !
- Pas un euro des finances publiques pour les sectes religieuses ou pour l'enseignement privé ! L'enseignement de la religion hors des écoles. !
- Système fiscal basé sur des impôts directs et progressifs pour que la plus grande partie de l'impôt retombe sur le revenu des capitalistes !
- Nationalisation des banques sous contrôle ouvrier, sans indemnité ni rachat ! Annulation de la dette extérieure !
- Nationalisation sous contrôle ouvrier, sans indemnité ni rachat, des terrains urbains et des grandes entreprises immobilières ou de construction !
- Nationalisation sous contrôle ouvrier, sans indemnité ni rachat, des grandes entreprises de l'énergie, des transports, des télécommunications !
- Contrôle ouvrier pour empêcher la fuite des entreprises, des sièges sociaux et des capitaux !
- Retour immédiat de toutes les troupes espagnoles à l'étranger ! Fin des interventions impérialistes !
- Pour un État bon marché, sans dépenses inutiles ni corruption ! À bas la monarchie ! République !
- Droit à l'autodétermination pour toutes les nationalités opprimées !
- Pour des gouvernements ouvriers fraternels, en Catalogne et dans tout l'État, pour mettre en oeuvre ce programme et tous les moyens nécessaires pour initier la planification de l'économie en fonction des besoins des travailleurs !
- Pour la République des travailleurs de Catalogne ! Pour la Fédération libre des Républiques ouvrières et socialistes de la péninsule ibérique ! Pour les États-Unis socialistes d'Europe !

17 décembre 2017

Internaciema Kolektivista Cirklo

(Cercle collectiviste internationaliste, traduction par le GMI)

Tunisie Manifestations populaires contre la misère



Le mécontentement des masses tunisiennes a éclaté au grand jour, malgré l'état d'urgence, le 8 janvier.

Le budget a mis le feu aux poudres. Des manifestations d'ouvriers, d'employés, de chômeurs et d'étudiants ont touché tout le pays contre la hausse des prix, la corruption, le chômage et la pauvreté. Les manifestants s'en sont pris aux symboles de l'État (gouvernorats, ministères, postes de police, etc.), aux banques et aux supermarchés.

> *Depuis l'adoption de la loi de Finances 2018 axée essentiellement sur une augmentation des taxes, le feu couvait sous les cendres. À Sidi Bouzid, Meknassy, Kasserine, Thala, Gafsa, Tébourba et Tunis, des manifestants ont exprimé leur colère face à la flambée des prix et l'accélération des projets programmés par le gouvernement. Ces événements rappellent ceux qui ont conduit à la chute du régime de Ben Ali et à la révolution tunisienne du 14 janvier 2011. Sept ans plus tard, rien n'a changé : les revendications sur l'emploi et l'équité sociale sont les mêmes, avec une situation économique nettement plus dégradée. Et l'espoir en moins.* (*Jeune Afrique*, 9 janvier 2018)

Au bout d'une semaine, de 800 arrestations et de 2 morts, les manifestations ont cessé.

En 2011, la bourgeoisie tunisienne et l'impérialisme ont bloqué le début de révolution

En décembre 2010-janvier 2011, les manifestations populaires vinrent à bout de la dictature de Ben Ali soutenue par toutes les grandes « démocraties » du monde, au premier chef la France.

Ce début de révolution sociale ouvrit la voie aux mobilisations des ouvriers et des jeunes dans nombre de pays du Proche-Orient (Égypte, Libye, Jordanie, Syrie…). Elle a arraché quelques libertés démocratiques fondamentales. Partout d'ailleurs, les forces de la réaction, au service de l'impérialisme et des bourgeoisies locales, tremblant pour leurs privilèges, ont réussi à faire refluer les révolutions menaçantes, souvent au prix de terribles massacres (Syrie, Irak, Égypte…). Seules les masses de Tunisie, ont échappé à l'écrasement sanglant.

Cependant, la révolution a été canalisée vers l'aménagement des formes de l'État bourgeois au travers d'une assemblée constituante. Pour cela, ont convergé les islamistes « modérés » (la branche locale des Frères musulmans Ennahda), les anciens RCD de Ben Ali reconvertis en « démocrates » avec l'aide de l'impérialisme français (Nidaa Tounes), les débris du nationalisme bourgeois panarabe (PPDU-Watad unifiés, Mouvement du peuple-Haraket Echaâb…), la bureaucratie de la confédération syndicale (Union générale des travailleurs tunisiens UGTT), les organisations centristes (PT, LGO).

Le Parti communiste tunisien avait été liquidé par sa direction réformiste en 1993. Les organisations ouvrières qui subsistent sont issues soit du stalinisme (le Parti des travailleurs, maoïste), soit de la liquidation de la 4e Internationale (la Ligue de la gauche ouvrière, l'organisation-soeur du NPA). Elles sont regroupées avec les bourgeois nationalistes (PPDU nassérien, Courant populaire-Attayar Achaabi baassiste, etc.) dans le Front populaire (FP). Le PT et la LGO se sont, de ce fait, pieds et poings liés à la bourgeoisie. Malgré sa taille réduite, comme tout front populaire, son rôle est de roue de secours à la bourgeoisie, de défendre l'ordre, de paralyser la révolution.

Les conséquences du sauvetage d'un capitalisme dominé

Le gouvernement est actuellement une coalition entre Ennahdha et Nidaa Tounes, soutenue par la direction de l'UGTT. Le président de la République est Béji Caïd Essebsiet (ex-RCD, Nidaa Tounes) et le chef du gouvernement d'union nationale est Youssef Chahed (Nidaa Tounes). Les dirigeants des deux partis bourgeois au pouvoir sont aussi corrompus que l'ancien RCD.

L'État bourgeois, comme dans beaucoup de pays dominés, éprouve de la difficulté à stabiliser les rapports entre les classes à l'avantage de la bourgeoisie. Depuis janvier 2011, grèves, manifestations, affrontements avec la police n'ont pas cessé.

Les islamo-fascistes (Ansar Al-Chariaa, AQMI–Al Quaïda, Daech) ont assassiné Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi (FP), s'en sont pris aux touristes (alors que le tourisme était une des activités économiques principales), mènent la guérilla à la frontière de la Libye…

La politique menée par le gouvernement Essebsi-Chahed a aggravé de façon sensible la situation économique et sociale des masses laborieuses. Alors que l'inflation atteignait en 2017 un taux de 6,4 %, toute une série de taxes, notamment sur les produits de base de l'alimentation, conjuguées à l'augmentation de la

TVA, ont été décrétées par le budget 2018, faisant dégringoler le niveau de vie général. En deux ans, la monnaie tunisienne a perdu 20 % de sa valeur, ce qui renchérit les importations. Le chômage n'a pas diminué (15 %, dont 30 % de jeunes parmi lesquels une masse de diplômés), .

Pourtant, tous les syndicats et tous les partis, sauf les djihadistes, assignent aux masses, depuis janvier 2011, l'horizon de la démocratie bourgeoise. Ce qui signifie concrètement lier les aspirations des masses au char branlant et sans avenir du capitalisme.

Le gouvernement de coalition, après avoir matraqué, fait juger les manifestants arrêtés. Mais il a reculé sur les hausses de prix tout en sollicitant l'appui financier de l'impérialisme français. Celui-ci exige, en retour, des sacrifices… au prolétariat tunisien.

> *C'est main dans la main que le président français, Emmanuel Macron et le président tunisien, Béji Caïd Essebsi sont entrés au palais de Carthage le 31 janvier… Après avoir souligné que les difficultés de la Tunisie sont essentiellement économiques, le président français a précisé que « des réformes douloureuses s'imposent, pour que la Tunisie soit un véritable pôle d'attractivité ».* (*Jeune Afrique,* 1er février 2018)

Coup d'État militaire, contre-révolution islamiste ou pouvoir des travailleurs ?

Si une solution radicale (armement des masses, gouvernement des travailleurs, expropriation du capital…) n'est pas ouverte, l'état-major de l'armée, lié à l'État américain et à l'État français peut prendre le pouvoir (sur le modèle du coup du maréchal Al-Sissi en Égypte en 2013) ou la réaction salafiste ou djihadiste fanatisera les couches paupérisées et les policiers pour en finir avec la démocratie et écraser le mouvement ouvrier (sur le modèle de la république islamique de Khomeiny en Iran en 1979 ou du califat d'Al-Baghdadi en Irak et en Syrie en 2014).

Les travailleurs et les jeunes ne peuvent pas supporter le sort qui leur est fait. Mais ils ne trouvent ni programme, ni parti qui répondent à leur attente. Même pour préserver les libertés démocratiques, les travalleurs et les jeunes doivent s'emparer du pouvoir politique.



A la mi-janvier, le gouvernement bourgeois Essebsi-Chahed, pour élargir son asssise politique, a proposé au FP de participer au pouvoir ? Cela indique la crise de légitimité des deux grandes fractions de la représentation politique de la bourgeoisie tunisienne.

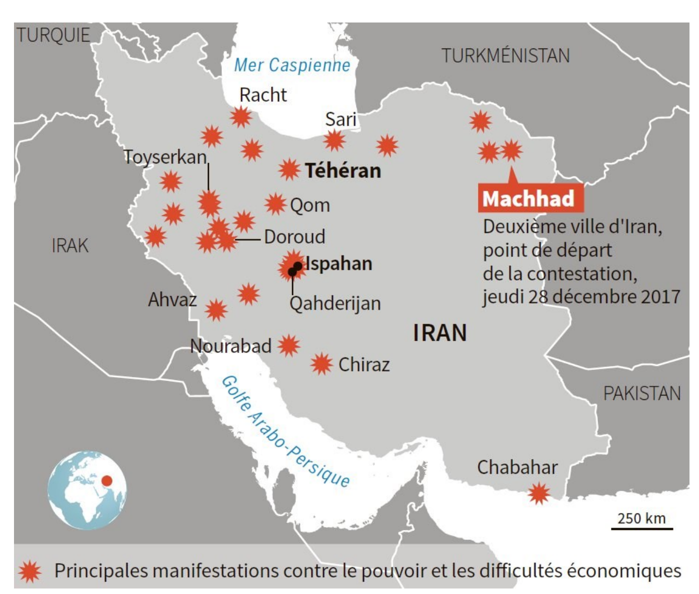
Quant à la bureaucratie de l'UGTT, au lieu de prendre la tête de la nouvelle montée des masses, elle renouvelle son allégeance au gouvernement de la bourgeoisie (elle avait d'ailleurs permis la constitution de ce dernier en 2016 en signant le *Pacte de Carthage*). Son secrétaire général Noureddine Taboubi, a donné le ton le 15 janvier à Tunis, appelant à *« poursuivre les négociations dans le cadre du pacte social à propos des grandes réformes ».* La réalité, c'est que personne ne croit plus, dans le mouvement ouvrier et dans la jeunesse, aux belles promesses et autres « réformes ».

Pour ouvrir une issue progressiste à la paupérisation du pays, à la paralysie du Maghreb et à la dislocation du Machrek, il faut un programme, une stratégie, un parti. La première étape est que l'avant-garde ouvrière se rassemble dans une organisation communiste internationaliste qui se batte pour le pouvoir des travailleurs, la fédération socialiste d'Afrique du Nord.

Cela passe par le combat pour la rupture de l'UGTT avec le gouvernement actuel, la rupture du PT et de la LGO avec le FP, la prise en charge de la lutte des travailleuses et travailleurs des villes et des campagnes par des organes soviétiques.

1 février 2018

Iran La classe ouvrière relève la tête



Le Monde, 5 janvier 2018

Du 28 décembre au 5 janvier, des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont, malgré des risques importants, défilé dans de nombreuses villes d'Iran. Ouvriers, employés, chômeurs, paysans et étudiants ont réclamé l'amélioration de leur situation économique et ont défié le régime despotique de la bourgeoisie islamiste.

Le régime est issu de la contre-révolution de 1979-1981

En 1978, une révolution prolétarienne commence en Iran. Elle jette à bas le régime despotique du chah Mohammad Reza Pahlavi qui est un pilier de l'ordre américain dans le monde. Des émeutes ont lieu à partir de février 1978 dans les grandes villes. Le chah les réprime violemment avec l'aide de l'armée dont la base est constituée de conscrits. Le 10 octobre 1978, la raffinerie d'Abadan est en grève. La dynastie s'effondre quand la classe ouvrière déclenche une grève générale en novembre 1978, quand les Kurdes s'insurgent le 1er février 1979, quand des régiments passent du côté du peuple à Téhéran le 9 février 1979. Des organisations de guérilla (PDKI, Komala, Fedayins, Modjahedines…) distribuent les armes au Kurdistan comme dans la capitale et affrontent les troupes fidèles à la monarchie.

Pendant quelques semaines, la liberté d'expression s'impose et des conseils ouvriers (shoras) surgissent dans les grandes entreprises. Mais la classe ouvrière est minoritaire socialement et il n'y a pas de parti ouvrier révolutionnaire intervenant dans les shoras et les développant. Dans la décennie précédente, les courants centristes qui avaient rompu avec le parti réformiste Toudeh, en s'orientant vers la guérilla, ont aussi tourné le dos à la classe ouvrière. En 1978, Fedayin, Peykar et Komala sont, sans le savoir, plus proches du Parti socialiste-révolutionnaire de 1917 que du Parti bolchevik.

Pour faire barrage à la révolution, la bourgeoisie locale avec l'appui de l'impérialisme français, joue alors la carte d'un chef religieux, l'ayatollah Rouhollah Moussavi Khomeiny, qui rentre de France le 1er février 1979 par avion spécial affrété par le gouvernement français. En effet, c'est la seule force conséquente organisée pour le compte de la bourgeoisie qui reste debout après que le mouvement des masses a chassé le chah et alors que le premier ministre Bakhtiar, nommé en catastrophe, semble trop faible pour contenir la révolution.

Le clergé musulman chiite s'était toujours opposé à la modernisation du pays. La réaction islamiste avait joué un rôle de force d'appoint dans le coup d'État militaire de 1953 qui avait renversé le nationaliste bourgeois Mossadegh et restauré la monarchie. La monarchie réprima violemment la classe ouvrière, les étudiants, les minorités nationales avec le soutien de l'État américain. Khomeiny et d'autres dignitaires religieux chiites s'opposèrent à la « révolution » blanche du chah parce que celui-ci entamait une réforme agraire, privilégiait l'industrie et la banque au détriment du commerce et de l'usure, avançait vers l'égalité juridique des femmes, vantait la continuité historique en remontant à l'antiquité (avant l'islamisation de la Perse).

En 1978, l'organisation de guérilla cléricale Modjahedines se prosterne devant les ayatollahs. La majorité du mouvement ouvrier, au nom de la « révolution par étapes » et du « front uni anti-impérialiste », subordonne les exploités et les opprimés à une aile de la bourgeoisie nationale. Le parti lié à la bureaucratie de l'URSS (Toudeh), les organisations castristes ou maoïstes (Fedayin, Peykar), un groupe pseudo-trotskyste (HKE) présentent Khomeiny comme « progressiste » et « anti-impérialiste ».

En fait, Khomeiny va prendre la tête de l'État bourgeois et sauver le capitalisme iranien. Les ayatollahs rassemblent le clergé chiite, la bourgeoisie commerçante, l'armée de la monarchie, les grands propriétaires terriens, le lumpen des bidonvilles, des paysans et une minorité d'étudiants contre la révolution sociale. Leurs nervis fascistes (les hezbollahi) agressent les organisations qui se réclament du socialisme, désarment les masses, ferment les universités pendant deux ans, écrasent une par une les forces sociales révolutionnaires : femmes résistant à l'obligation de porter le voile, étudiants opposants du chah, prolétariat minoritaire dans le pays et laissé sans direction, minorités nationales en révolte (Kurdes, Arabes, Turkmènes…). Le « parti de dieu » interdit et détruit les organisations du mouvement ouvrier une à une. À aucun moment, un front unique ouvrier ne s'oppose à l'islamo-fascisme.



28 décembre 2017, Machhad

En mars 1979, le Parti de la République islamique organise un référendum (sans secret du vote) pour la « république islamique » où il obtient 99,7 % de suffrages favorables (les Modjahedines et le Toudeh votent « oui »). En avril, Khomeiny célèbre l'armée ; en juin, il proclame l'amnistie en faveur des militaires et des policiers ; en juillet, il interdit de porter plainte contre eux ; en août, il instaure la censure (avec l'approbation du Toudeh). Pour se donner une apparence anti-impérialiste, Khomeiny fait occuper le 4 novembre 1979 pendant 444 jours l'ambassade des États-Unis par les « étudiants islamistes ». Cette opération est une diversion, purement symbolique, contrairement à la guerre révolutionnaire du Vietnam et même aux mesures réelles qu'avaient prises Nasser ou Mossadegh. Pourtant, des imbéciles de toutes sortes applaudissent le clergé iranien au moment même où il mène la contre-révolution : le philosophe français Foucault, le chef de l'OLP Arafat, les partis staliniens du monde entier, des révisionnistes du trotskysme (en particulier le SWP américain et le WRP britannique).

Khomeiny se méfie de l'armée héritée du chah. Il crée en mai 1979 les pasdarans (gardiens de la « révolution ») et en novembre 1979 les bassidjis (mobilisés). Au sein de la coalition islamiste, les ayatollahs, qui disposent d'une grande popularité et de bandes armées fanatisées, l'emportent sur leurs rivaux civils. Bazargan est éliminé en novembre 1979, Banisadr est chassé en juin 1981 malgré l'appui que lui apporte le MEK (Modjahedines).

Les 2 et 3 décembre 1979, un référendum avalise la constitution façonnée par les ayatollahs (98 % des suffrages). Les barbus à turbans prétendent fonder l'État sur leur dieu. Comme ce dieu lui-même ne s'exprime guère, les sommets religieux prédominent sur les vulgaires citoyens.

- L'institution principale est le « guide ». Il est désigné par une « assemblée d'experts » composée de 86 chefs religieux.
- Le « conseil des gardiens » vérifie la conformité des lois à la religion islamique et il trie les candidatures aux élections législatives et à l'élection présidentielle. Les 12 gardiens sont choisis par le guide.
- Le « président » est chargé de gouverner sous l'autorité du guide. Il est élu au suffrage universel pour 4 ans.
- Une « assemblée consultative islamique » est le parlement (Majlis) qui vote le budget et les autres lois sous le contrôle du conseil des gardiens. Elle est composée de 5 représentants de minorités confessionnelles admises et de 285 députés élus au suffrage universel.

L'agression militaire de l'Irak en septembre 1980, encouragée par les puissances impérialistes occidentales, consolide le régime clérical et contre-révolutionnaire qui se pose en défenseur de la patrie. L'Iran se procure des armes auprès de l'URSS, de la Corée du Nord, de la Chine et, en le cachant à sa population, des États-Unis (le « grand Satan » dans la rhétorique d'alors des islamistes) ainsi que d'Israël (la « mère de Satan »).

Le régime totalitaire assassine de 1981 à 1985 au moins 8 000 opposants. En juillet 1988, quand il signe l'armistice avec l'Irak, il exécute en quatre semaines 2 800 prisonniers, essentiellement des militants du mouvement ouvrier (HKS, Komala, Fedayin, Peykar, Toudeh…).

Aujourd'hui, des courants qui se réclament du trotskysme (LOI d'Argentine, CWG de Nouvelle-Zélande, SWP de Grande-Bretagne, RKOB d'Autriche, IS d'Argentine…) croient toujours que les islamistes sont des anti-impérialistes, voire des révolutionnaires. Le bilan de la contre-révolution islamique en Iran est que, dans les pays dominés, des chefs religieux sont capables de mobiliser le lumpen fanatisé pour écraser physiquement le prolétariat et les minorités nationales.

En ce sens, l'islamisme rend le plus grand service au système impérialiste mondial. L'évolution ultérieure de la république islamique confirme la théorie de la révolution permanente formulée à partir de l'expérience des révolutions russe et chinoise : à l'époque impérialiste, aucune fraction de la bourgeoisie des pays dominés n'est capable de combattre effectivement les puissances impérialistes.

Les contradictions de la dictature de la bourgeoisie islamiste s'aggravent

L'islamo-fascisme use en 1978-1981 d'un langage anti-impérialiste et même égalitariste. Mais les classes subalternes qui ont suivi le clergé sont flouées et le pays demeure soumis au capitalisme mondial.

En 1979, la bourgeoisie nationale s'est maintenue. Les entreprises de la famille du chah et des capitalistes qui avaient fui avec lui ont été nationalisées. De nouveaux acteurs capitalistes sont apparus, en particulier les fondations religieuses à la comptabilité opaque, subventionnées par l'État et échappant à tout impôt. Les institutions religieuses (dont celle du Guide suprême et celles des pasdarans) sont de véritables groupes capita-


30 décembre 2017, université de Téhéran

listes qui produisent et vendent des armements, de l'énergie, des télécommunications, la chimie, l'agriculture. Par conséquent, les inégalités de revenu et de patrimoine s'accentuent.

Grâce à la rente pétrolière, l'État bourgeois finance un appareil pléthorique offrant des emplois (fonctionnaires, pasdarans, bassidjis) à une partie des déclassés urbains et des paysans ruinés. Il subventionne le carburant et des produits alimentaires de base.

La pression maintenue des États-Unis malgré l'accord de 2015, la faiblesse persistante de l'industrie et de l'agriculture, la baisse du prix du pétrole et du gaz naturel en 2014 confrontent le régime à des difficultés économiques, politiques et idéologiques. Les salariés sont victimes des privatisations, de la sous-traitance, de la précarisation de l'emploi et de l'interdiction des syndicats et des grèves. Des petits paysans sont ruinés par la concentration des terres et la crise de l'environnement. Des petits commerçants sont concurrencés par les nouveaux centres commerciaux. La jeunesse des deux sexes est plus instruite que dans d'autres pays de la région mais elle aspire d'autant plus à l'emploi, à la liberté d'expression et à la fin de l'apartheid sexuel. Les femmes rejettent de plus en plus l'humiliation instituée et la police des mœurs. Les classes exploitées et semi-exploitées subissent un chômage massif, une inflation importante, la hausse des loyers…

L'État iranien fait des concessions sur son programme nucléaire en 2015. En échange, il attend que les puissances impérialistes cosignataires de l'accord (États-Unis, Chine, France, Grande-Bretagne, Russie, tous équipés d'un arsenal de destruction massive + Allemagne) lèvent les sanctions économiques (de telles sanctions ne pèsent pas sur Israël ou le Pakistan, deux alliés des États-Unis qui se sont dotés de l'arme nucléaire). Le gouvernement clérical espère que leurs groupes capitalistes investiront en Iran, mais ceux-ci se heurtent aux pesanteurs administratives et à l'incertitude qu'entretient le gouvernement américain.

Les interventions dans la région (Liban, Irak, Syrie, Yémen…) sont sous le contrôle du guide et du corps des gardiens de la « révolution » (pasdarans). Les succès diplomatiques et militaires sont spectaculaires et flattent le sentiment national mais ils sont très coûteux pour un pays qui reste à bien des égards sous-développé. Un autre revers est que la prétention initiale du régime théocratique à prendre la tête de tous les musulmans du monde s'est réduite à celle de défendre les chiites, très minoritaires dans l'islam.

Les sommets de l'État et la bourgeoisie iranienne se déchirent sur la politique internationale comme sur la politique intérieure. Ce fractionnement a causé la disparition du parti unique (le Parti de la « révolution » islamique) en 1987. Il est apparu au grand jour dès la mort de Khomeiny en 1989.

- Les « conservateurs » autour du guide suprême (Ali Khamenei, 78 ans, désigné pour succéder à Khomeiny en 1989) refusent les concessions démocratiques parce qu'ils craignent que les masses s'y engouffrent pour renverser la république islamique.
- Les « réformateurs » autour du président (Hassan Rohani, 69 ans, élu en 2013, réélu en 2017) tentent de négocier avec les bourgeoisies impérialistes pour que leurs investissements relancent l'économie nationale et qu'ainsi la république islamique soit préservée.

L'été 2009, les « réformateurs » lancent une vague de protestations massives (dite mouvement vert) après la réélection du président « conservateur » Ahmadinejad. De nombreux jeunes et femmes participent aux manifestations dans les grandes villes. Bien que violemment réprimées (plus de 150 morts), elles inaugurent un cycle de soulèvements populaires dans la région contre les régimes faussement anti-impérialistes et réellement despotiques (Tunisie fin 2010, Égypte début 2011, Syrie au printemps 2011, etc.).

Pourtant, il ne faut pas surestimer l'homogénéité interne de chacun des pôles ni les différences entre eux : tous deux sont nés de la contre-révolution de 1979-1981. Les deux cliques sont capitalistes ; les deux veulent défendre le capitalisme iranien contre les menaces étrangères ; les deux défendent la « théocratie » (le despotisme clérical) ; les deux sont d'accord pour opprimer et réprimer les prolétaires, les étudiants, les femmes, les Kurdes ; les deux s'entendent sur les privatisations et les restrictions des dépenses sociales.

Le budget de l'État pour 2018 déclenche la protestation populaire

Si tous les médias sont aux mains du régime, la division de la bourgeoisie islamiste et les attaques réciproques permettent à la population de savoir que toutes les fractions s'enrichissent et sont corrompues alors que la paupérisation s'aggrave pour les travailleuses et les travailleurs.

Ce mouvement d'envergure nationale, spontané a été préparé par des mois de discussions des inégalités croissantes sur les réseaux sociaux, par des protestations éparses de paysans contre les conséquences de la sécheresse, par des dizaines de grèves et de manifestations de salariés contre les retards de paiement et les licenciements, par la fronde d'une partie des femmes et des jeunes contre le carcan des bigots.

La division de la bourgeoisie islamiste et l'affaiblissement de son emprise sur les travailleurs indépendants, les cadres, les fonctionnaires et les déclassés permettent aux manifestants de fin 2017-début 2018 d'oser descendre dans la rue collectivement et de s'en prendre au régime tout entier.

En décembre 2017, en présentant le projet de budget 2018, Rohani dévoile les montants des subventions pharamineuses versées aux fondations religieuses. Les « réformateurs » tentent de détourner le mécontentement populaire car ce budget supprime des subventions aux aliments de base (œufs en particulier) et à l'essence, diminue de moitié les prestations sociales versées aux pauvres.

En riposte, les multiples sociétés de production et sites liés aux pasdarans attaquent l'austérité du gouvernement. Le 28 décembre, l'ayatollah « conservateur » Alomolhoda suscite à Machhad, la deuxième ville d'Iran, une manifestation de 200 femmes en tchador contre la cherté de la vie et contre le président Rohani.

Rapidement, à Machhad, la foule des travailleurs, des chômeurs et des jeunes déborde le cortège initial et lance des slogans contre le régime, le guide suprême et l'aide à l'étranger. Il en est de même à Racht. Les manifestations, les jours suivants, s'étendent à tout le pays et touchent plus de 80 villes.

La nouveauté des manifestations de l'hiver 2017-2018 est que : elles échappent à toutes les fractions du régime ; elles concernent aussi les petites villes (qui votent en général pour les candidats « conservateurs ») ; elles sont plus populaires (aux côtés des étudiants, dominance d'ouvriers, d'employés, de chômeurs, de paysans appauvris...) ; les revendications ne sont pas seulement politiques mais sociales.

Selon le site britannique Hopi, les slogans favorables à la restauration monarchique, facilités par la destruction du mouvement ouvrier, sont rares et souvent contrés par d'autres mots d'ordre qui récusent la monarchie comme la théocratie (Yassamine Mather, *Protests by impoverished, hungry Iranians*, 2 janvier 2018). Par contre, il semble que le mécontentement se dirige souvent contre les dépenses à l'étranger, en particulier en Palestine (la bande de Gaza contrôlée par le parti islamiste sunnite Hamas), au Liban (le parti islamiste chiite Hezbollah et ses activités sociales et militaires) et en Syrie (opérations militaires des pasdarans, du Hezbollah libanais, de milices chiites qui ont sauvé le régime d'Assad).



Le président Trump a interdit aux Iraniens de se rendre aux États-Unis. Les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite sont en rivalité en Asie de l'ouest avec la Russie, la Turquie et l'Iran. Ils ont multiplié ces derniers mois les menaces contre l'Iran. Le soutien affiché de Trump et de Netanyahou aux manifestations les affaiblit (la masse des Iraniens sait que l'impérialisme est apte à détruire des États au détriment de la population) et renforce le régime (toutes ses composantes et les médias ont dénoncé l'immixtion étrangère). Les gouvernements européens, qui veulent profiter de l'ouverture du capitalisme iranien à leurs capitaux, sont plus prudents. La Russie et la Chine soutiennent le régime.

Le gouvernement censure les réseaux sociaux. La répression repose essentiellement sur la police dirigée par le gouvernement (et moins qu'en 2009 sur les pasdarans et les bassidjis qui sont aux ordres du guide). Elle cause 22 morts, 3 700 arrestations. La répression menée par les « réformateurs » est complétée par les contre-manifestations massives organisées par les « conservateurs ». Les dernières protestations se déroulent dans la nuit du 4 au 5 janvier.

Le chef des gardiens (pasdarans), le général Jafari annonce la « fin de la sédition ». Le président Rohani dit à la bourgeoisie nationale (islamiste ou non) et mondiale qu'il a su réprimer et rétablir l'ordre. Aux masses, il promet qu'il tiendra compte de leurs préoccupations. Mais il ne peut pas satisfaire les aspirations économiques et politiques des masses exploitées, en formation ou écartées de la production.

Pour le renversement de la république islamique, pour le gouvernement ouvrier et paysan

Pour que la prochaine vague soit victorieuse, arrache les revendications et en finisse avec le régime islamiste, il faut non seulement renvoyer dos-à-dos les deux fractions du régime, mais écarter les agences des puissances impérialistes occidentales comme les monarchistes et les islamistes rivaux (Modjahedines). La liquidation de la bourgeoisie islamiste par la révolution socialiste porterait un coup aux bourgeoisies voi-

sines, au sionisme, à toute la réaction islamiste, à l'impérialisme mondial.

Le mouvement ouvrier est faible. Néanmoins, il semble actif dans les entreprises, les universités et en exil. Il peut prendre la tête de la lutte des opprimés et des exploités s'il tire les leçons des trahisons et des erreurs commises lors de la révolution de 1978 par le Toudeh et les Fedayins (dont une fraction a ensuite rejoint le Toudeh) : il ne faut faire confiance à aucune aile de la bourgeoisie iranienne. À notre connaissance, seuls à l'époque le Parti socialiste des travailleurs HKS, l'organisation de guérilla kurde Komala et les Fedayin (minorité) ont compris, par l'expérience, que l'islamisme était contre-révolutionnaire.

Mais il faut aussi tirer les leçons des erreurs commises en exil par le HKI et le HKKI (nés tous deux de Komala) : il ne faut faire confiance à aucune bourgeoisie impérialiste (de l'ouest comme de l'est). Le Parti communiste d'Iran (HKI) et le Parti communiste-ouvrier d'Iran (HKKI) substituent à l'internationalisme prolétarien l'appel à des bourgeoisies (y compris impérialistes) pour qu'elles fassent pression sur le régime islamiste.

Ainsi, le HKI et le HKKI demandent que l'OIT expulse la république islamique. Or, l'OIT n'est pas une organisation syndicale, mais une organisation internationale bourgeoise, une institution de l'ONU qui rassemble les gouvernements, les patrons et les bureaucrates syndicaux de tous les pays.

De même, le HKKI appelle *« le peuple du monde »* (?) pour qu'il *« fasse pression sur les gouvernements européens pour qu'ils cessent de faire des concessions à la République islamique, rompent les relations diplomatiques »* (*Au peuple du monde*, 31 décembre 2017).

Or, l'Iran reste un pays dominé. Faire confiance à une bourgeoisie dominante est encore plus dangereux que se fier à la bourgeoisie d'un pays dominé. Le prolétariat iranien n'a rien à gagner à des sanctions (diplomatiques, économiques ou militaires) impérialistes contre la « république islamique ». Cela conforte le régime.

L'allié du prolétariat d'Iran est le prolétariat international. Le mouvement ouvrier d'Iran doit s'adresser aux autres organisations ouvrières du monde pour :

- solidarité avec les travailleuses et travailleurs d'Iran, libération de tous les prisonniers !
- libertés démocratiques, droit pour les travailleuses et travailleurs de tout l'Iran de s'organiser en syndicat et parti, droit de publier, de se réunir, droit de faire grève, droit de manifester !
- levée de toutes les sanctions européennes et américaines contre l'Iran ! Droit pour l'Iran de développer un programme nucléaire !
- liberté de circulation pour les travailleurs et les étudiants d'Iran !

Le HKKI n'ouvre jamais une perspective de révolution socialiste, d'État ouvrier, de gouvernement ouvrier et paysan. Il ne se prononce pas sur ce qui doit succéder à la « république islamique » bourgeoise, alors qu'il est clair que ce sont le prolétariat et les classes semi-exploitées qui le renverseront au prix de leur sang.

La seule façon de profiter de l'expérience de la lutte des classes en Iran et dans le monde est de constituer au plus tôt une organisation communiste et internationaliste afin de rassembler l'avant-garde en exil et à l'intérieur du pays. Le but de cette organisation de débat et de combat sera de lutter avec les masses pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, en lien avec la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le programme de la Ligue des communistes, de la Gauche de Zimmerwald, de l'Internationale communiste, de la 4e Internationale.

- libération de tous les manifestants et syndicalistes emprisonnés !
- libertés démocratiques, république laïque établie par une assemblée constituante démocratique !
- séparation complète du clergé et de l'État, aucun financement public des institutions religieuses !
- égalité totale des femmes et des hommes, fin de la persécution des homosexuels et homosexuelles !
- droit des minorités nationales à l'auto-détermination !
- paiement des salaires en retard, augmentation des salaires, indexation des salaires sur les prix !
- pas de religion à l'école, enseignement public généralisé, gratuit et laïc !
- santé gratuite et de qualité pour tous !
- défense des manifestations et des grèves, dissolution des pasdarans, des bassidjis, de l'armée, de la police !
- indemnités pour tous les chômeurs, embauche massives grâce à un plan de grands travaux !
- expropriation sous contrôle ouvrier et paysan des grandes exploitations agricoles et des groupes capitalistes, y compris ceux camouflés en organismes de charité !
- conseils ouvriers et populaires, gouvernement des travailleurs basés sur les shoras !
- fédération socialiste de l'Asie occidentale et centrale !

12 janvier 2018

Collectif révolution permanente
Patronsuz Dünya / Turquie

Déclaration de deux organisations de Turquie

Non à la guerre contre les Kurdes !

Le régime d'Erdoğan, avec le soutien entier du CHP [parti kémaliste], a démarré une opération d'invasion militaire de la ville kurde d'Afrin au nord-ouest de la Syrie. Les efforts pour la liberté des Kurdes et leurs acquis dans une région divisée par les impérialistes entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie risquent d'être détruits par les grands États impérialistes comme les États-Unis et la Russie tout comme les régimes de ces quatre pays.

Le nom que donne l'État turc à cette opération militaire exprime l'accord qu'ont ces quatre États, même s'ils sont ennemis entre eux, contre toute revendication des Kurdes pour déterminer leur destin : « le rameau d'olivier » symbolise le rameau d'olivier que tend un dictateur à un autre, bien qu'ils se qualifient les uns les autres de dictateur aux mains tachées de sang. Nous, en tant que révolutionnaires marxistes/socialistes, appelons tous les travailleurs et les syndicats à s'opposer à cette agression.

Cette guerre est une guerre contre les Kurdes et la logique qui la sous-tend est très claire : les Kurdes, divisés entre quatre États, se font opprimer par ces États et tous leurs droits démocratiques leur sont confisqués. Les gains que les Kurdes peuvent obtenir dans l'un de ces États serviront à accélérer les revendications de droits démocratiques des autres Kurdes sous souveraineté des autres États, et par conséquent la constitution de leur conscience nationale. Cela créé des inquiétudes dans les régimes des États oppresseurs au sujet du devenir de leur domination. Ce qui explique qu'ils n'hésitent pas à utiliser tout moyen, y compris la guerre et les massacres, pour étouffer ce type de développement.



La possibilité de renouveler l'union nationale d'après le 15 juillet [date du putsch manqué en Turquie] est créée avec la guerre ouverte, la déclaration d'invasion, la déclaration de guerre du palais présidentiel évoquée depuis des jours, la propagande qui diffuse le poison raciste dans l'esprit des masses par les médias qui sont devenus le ministère de la propagande du palais et les oppositions faiblardes des centres impérialistes.

Chacune des analyses « techniques » qui dissertaient sur les conditions géographiques d'Afrin ou du fait qu'une telle opération serait impossible sans soutien aérien constituait une opération militaire de massacre annoncée. Pour nous, marxistes-révolutionnaires, il faut s'y opposer jusqu'au bout. Le régime d'Erdoğan a donné le nom de rameau d'olivier à cette opération, et sa justification est la lutte contre le terrorisme. Les médias qui ont endossé le rôle du ministère de la propagande du palais diffusent la propagande du racisme dans la conscience des masses et cette opération d'invasion est nommée « opération contre le terrorisme ». Tout cela est un énorme mensonge. Car celui qui a joué aux provocateurs dans la guerre civile syrienne, celui qui a soutenu des organisations terroristes djihadistes, celui qui a qualifié de « jeunes en colère » les organisations terroristes ennemis de l'humanité, comme l'État islamique, qui ont provoqué des bains de sang non seulement en Syrie, mais dans de nombreux pays, celui qui a utilisé les attentats suicides dans son intérêt politique sur le chemin qui le conduisait à un régime présidentiel, celui qui a changé les villes kurdes comme Cizre ou Sur en villes moyen orientales envahies n'est autre que le régime d'Erdoğan lui-même. Ils ne craignent même pas de conduire en cars les djihadistes de Turquie vers la ville d'Afrin. De toute façon, il suffit de voir le régime d'Erdoğan s'asseoir à la table des négociations en tant que protecteur des organisations terroristes aux mains tachées de sang avec le régime syrien et avec la Russie lors des négociations au sujet de la ville d'Alep et, de façon plus actuelle, d'Idlib pour prendre conscience de la réalité.

D'un autre côté, c'est aussi lui qui opprime et applique une terreur d'État à tout élément d'opposition à l'état d'urgence et aux décrets-lois. Le véritable ennemi n'est pas la population d'Afrin mais le régime d'Erdoğan. Le régime d'Erdoğan essaye de créer de nouvelles conditions pour prolonger son pouvoir. À l'état d'urgence, va s'ajouter un état de guerre. Il prévoit de ne pas être écarté du partage impérialiste en Syrie et de limiter l'espace de l'opposition grâce au climat nationaliste imposé au pays Le CHP fait depuis longtemps la course , avec l'AKP et le MHP, à celui qui sera le plus nationaliste. Nous voyons clairement que certains milieux socialistes se font absorber par cette course au nom du « patriotisme ». Erdoğan vise à entrer dans l'année 2019 en s'affichant comme un héros national.

Le véritable ennemi n'est pas la population d'Afrin mais le régime d'Erdoğan qui réprime la moindre revendication démocratique avec la puissance de l'État. Quant à la classe ouvrière dont les enfants sont envoyés à la guerre, sa condition empire de jour en jour. Afin de faire face au mécontentement des masses laborieuses qui augmente de plus en plus, le régime d'Erdoğan compte utiliser cette guerre contre les Kurdes de la manière la plus efficace. Avec l'excuse de la guerre, il deviendra d'autant plus facile pour le régime de faire face à ceux qui revendiqueront leurs droits en les accusant de soutenir le terrorisme. Il est certain que nous assisterons à une interdiction de la grève pour les ouvriers de la métallurgie qui la préparent. Au moment où Erdoğan annonçait le début de l'opération militaire contre Afrin dans la ville de Kütahya, il a été reçu avec les revendications des ouvriers des entreprises de sous-traitance. Il s'est permis de réprimander ces ouvriers en leur disant « vous n'écoutez probablement pas ce qu'il vous a été expliqué jusqu'à aujourd'hui, vous ne le suivez pas, vous n'êtes pas au courant. Combien de fois nous avons parlé de cela dans les places publiques, au parlement. Vous ne comprenez toujours pas... ». Cette situation sera plus

fréquente avec la guerre et la division de la classe ouvrière avec le racisme, le nationalisme, le chauvinisme et la religion.

Les partis d'opposition et les médias qui sont d'accord avec le régime d'Erdoğan affichent la lutte contre le terrorisme comme justification de l'opération et font très attention à utiliser le mot « kurde » le moins possible (cela comprend également des groupes qui se qualifient de socialistes). C'est pour cela qu'ils ont vite basculé de l'expression « couloir kurde » à l'expression « couloir terroriste » lorsque le Rojava s'est constitué au nord de la Syrie et s'est étendu vers la Méditerranée soi-disant selon un plan impérialiste. C'est également pour cela que même le parti ultranationaliste, raciste, MHP dit *« vous ne pouvez pas dire que le MHP est contre les Kurdes »*. La véritable inquiétude, c'est la conscience nationale qui se développera chez les Kurdes.

Ce parti est l'ennemi des acquis et du statut obtenus par les Kurdes en Syrie. Que ce soit en Syrie, en Turquie, en Iran ou en Irak, les Kurdes ont le droit de vivre comme ils l'entendent et de déterminer leur destin. Le développement de la conscience nationale des Kurdes, le fait qu'ils revendiquent des droits démocratiques ne peut être source d'inquiétude que pour les dominants, pas pour la classe ouvrière exploitée. Que les Kurdes aient une conscience nationale collective signifiera que les partis bourgeois comme l'AKP-MHP, le CHP, le İYİ Parti n'auront pas le moindre soutien de la part des Kurdes. Et cela est la condition pour que la lutte de la classe ouvrière de Turquie réussisse en tant que force unie. Cela nécessite que la classe ouvrière de Turquie défende les droits des Kurdes de façon collective (pas seulement au niveau individuel, mais de façon organisée). Seulement ainsi il sera possible d'obtenir la confiance du peuple kurde, et par conséquent son soutien pour unifier la lutte pour les droits nationaux démocratiques avec la lutte des classes. Erdoğan qui qualifie les zones contrôlées par le peuple kurde de centre terroriste réalise l'opération militaire sur le terrain avec les organisations terroristes djihadistes. En affichant le peuple kurde comme ennemi, il jette les bases des conflits interethniques.

Ni le peuple kurde, ni le peuple syrien ne sont notre ennemi en tant que classe ouvrière. Les véritables ennemis sont les capitalistes qui ne nous donnent rien d'autre que le chômage, la pauvreté, l'exploitation, le sang, les larmes, la guerre et la mort ; et la dictature d'Erdoğan qui protège les patrons, les voleurs, la corruption, les assassins, les pédophiles, les violeurs, les organisations terroristes djihadistes. Une dictature ne tombe jamais tant qu'elle n'est pas renversée par ses victimes. Les victimes de ce régime sont les travailleurs et les opprimés turcs, kurdes, alévis, sunnites et tous les autres.

L'AKP-MHP, le CHP et le İYİ Parti, en tant que partis chauvins, lient la classe ouvrière et la classe capitaliste comme s'ils avaient un intérêt commun sous le nom de « nation ». Pourtant, quelles que soient sa religion, sa nationalité, les intérêts de la classe ouvrière ne correspondent pas avec ceux du capital. Au contraire, ils sont opposés. C'est pour cette raison que face aux partis nationalistes des capitalistes, la classe ouvrière a besoin de son propre parti de classe. Seule l'unité de la classe ouvrière peut arrêter les guerres, l'impérialisme et ses collaborateurs. Nous appelons par conséquent toutes les organisations de la classe ouvrière et en particulier les syndicats à s'opposer à la guerre que l'État turc a déclenchée contre les Kurdes avec l'appui des impérialismes russe et américain.

Les syndicats au travail face à la guerre, préparons la grève générale ! Unifions la grève des ouvriers métallurgistes avec la lutte contre la guerre !

Ne participe pas à l'invasion, dis non à l'attaque contre Afrin ! La façon de s'opposer à cette offensive passe par le front unique des opprimés et des travailleurs.

Le véritable ennemi n'est pas la population d'Afrin mais le régime d'Erdoğan.

Que l'invasion s'arrête, tout de suite !

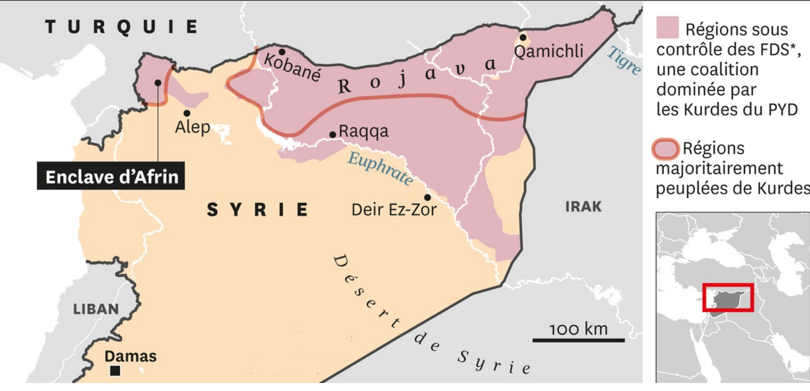
Face au nationalisme et à la religion, vive l'unité de classe !

La seule solution face à la guerre, à l'exploitation, à l'oppression et à la pauvreté est la confédération socialiste du Proche-Orient fondée sur le volontariat ! Régime d'Erdoğan, hors d'Afrin, hors de la Syrie !

22 janvier 2018
Patronsuz Dünya & Sosyalist Alternatif

(traduction par le GMI)





Palestine
Trump, Netanyahou, bas les pattes devant Jérusalem !

Où mènent les accords d'Oslo

Après avoir dénoncé le 17 juillet l'accord avec l'Iran, le président américain Trump a annoncé le 6 décembre qu'il allait transférer l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. Autrement dit, la principale puissance du monde a reconnu officiellement Jérusalem comme la capitale d'Israël.

Le Premier ministre israélien Netanyahou a salué un « jour historique ». Israël a conquis totalement Jérusalem en 1967. Depuis, méthodiquement, l'État sioniste persécute et chasse la population arabe de la partie est de la ville, tout en favorisant la colonisation hébreue qu'il poursuit aussi en Cisjordanie.

Face à la décision des États-Unis, les autres puissances impérialistes (Chine, Russie, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne…) ont exprimé leur mécontentement. Le secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU) a condamné la décision de Trump, comme contraire à la « solution de deux États ». L'assemblée générale l'a suivi le 21 décembre. Mais l'ONU a entériné la conquête violente d'une partie de la Palestine en 1947 en reconnaissant Israël. Jamais les nombreuses résolutions antérieures condamnant Israël n'ont eu de conséquence pratique ; jamais le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pris de sanction contre les États-Unis ni contre Israël.

Cette décision n'est pas une simple excentricité. Trump a satisfait le Parti républicain et il a appliqué ce qu'avaient proposé auparavant Obama et le Parti démocrate. Il tente de consolider les positions de sa bourgeoisie et de l'État américain dans une région où celui-ci a considérablement reculé. Les véritables cibles de Trump et du Parti républicain sont l'Iran et la Russie ; les Palestiniens sont des victimes collatérales. En reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, la « démocratie » américaine approuve l'épuration ethnique qui est en cours dans cette ville.

L'Autorité palestinienne a appelé à un « jour de rage ». Le Fatah qui la dirige est un parti nationaliste palestinien bourgeois usé jusqu'à la corde. Son fondateur Arafat a conclu en 1993, avec l'État américain et l'État israélien, les accords d'Oslo. Ce traité reconnait Israël et sa mainmise sur une partie de la Palestine. En échange, il promet un État palestinien.

La solution « des deux États » a été approuvée par l'ONU. En fait, il y a d'un côté un véritable État, surarmé, doté de l'arme nucléaire, appuyé par les États-Unis. De l'autre, il y a un gigantesque camp de rétention pour Arabes, sans armée, sous dépendance économique d'Israël, sous perfusion de l'Union européenne et des monarchies du Golfe. La Cisjordanie et Jérusalem sont séparées de la bande de Gaza. La Cisjordanie est elle-même quadrillée par des colonies sionistes et par l'armée israélienne. La police du Fatah est l'auxiliaire de l'armée coloniale et des services secrets israéliens.

Le Hamas a prédit que la décision de Trump « ouvrait les portes de l'enfer pour les intérêts américains dans la région ». Le Hamas est un parti bourgeois clérical fondé par les Frères musulmans. Il prétend que la Palestine doit être musulmane, alors qu'y ont toujours vécu des Juifs israélites, des Arabes, des Arméniens chrétiens, des athées. Ce parti réactionnaire a pu prendre le contrôle de la bande de Gaza en 2007 à cause de la trahison de la cause nationale par le Fatah.

Si le Hamas était capable de faire reculer l'impérialisme américain, cela se saurait depuis longtemps. En fait, il est même incapable d'empêcher l'État israélien (avec l'aide de l'État égyptien) de transformer la vie des Gazaouis en enfer. En particulier, l'armée israélienne est intervenue militairement dans la bande de Gaza en 2008, 2012 et 2014, en massacrant sa population et en détruisant ses infrastructures.

Le Fatah et le Hamas ont en commun d'être dirigés par des bourgeois, de s'opposer à la lutte du prolétariat palestinien, de dépendre d'États bourgeois voisins et d'être incapables de s'adresser aux travailleurs d'Israël (arabes ou juifs). D'ailleurs, ils se sont rapprochés ces derniers mois sous la pression du général Al-Sissi, le président de l'Égypte qui réprime toute opposition politique.

Pour le front unique ouvrier contre la poursuite de la colonisation et l'oppression sioniste

Les monarchies du Golfe et de Jordanie ont protesté contre la décision de Trump, ainsi que les républiques islamistes d'Iran et de Turquie. Mais les Palestiniens ne peuvent pas se fier aux États bourgeois de la région.

La monarchie a écrasé la résistance palestinienne en Jordanie en 1970-1971. Les chrétiens-fascistes du Liban ont liquidé en 1982 des milliers de réfugiés palestiniens avec l'aide de l'armée israélienne. Le régime du Baas syrien a frappé militairement la résistance palestinienne en 1983. Les gouvernements égyptien et syrien ont réprimé le mouvement révolutionnaire de 2011 dont la victoire pouvait ouvrir une perspective aux Palestiniens. La plupart des États voisins surexploitent les réfugiés ou travailleurs immigrés palestiniens et les discriminent. L'Arabie saoudite vient de renforcer ses liens avec les États-Unis et Israël ; elle intervient militairement au Yémen et son blocus cause des ravages dans la population civile ; elle menace ouverte-

ment l'Iran. L'Iran et la Turquie oppriment leurs minorités nationales, dont les Kurdes. La Turquie est toujours membre de l'OTAN dirigée par les États-Unis. La Turquie et les monarchies du Golfe ont aidé les islamo-fascistes qui ont opprimé en Syrie et en Irak les femmes, qui ont exterminé les militants ouvriers, les minorités religieuses, les minorités nationales. L'Égypte reçoit des armes et de l'argent des États-Unis, elle bloque la bande de Gaza.

Des milliers d'Arabes palestiniens ont protesté à Jérusalem et à Gaza. Le 15 décembre, l'armée israélienne a tué 4 manifestants et en a blessé 160. Des centaines de milliers de personnes, en particulier dans les pays arabes ou musulmans, ont manifesté contre la décision du gouvernement étasunien. Mais la colonisation de la Palestine, l'oppression des Palestiniens, les menaces contre l'Iran, les interventions militaires en Syrie et en Irak des impérialistes américain, russe, britannique, français… doivent devenir l'affaire de tout le mouvement ouvrier mondial.

La meilleure aide aux Palestiniens est la lutte pour renverser les gouvernements qui soutiennent l'État sioniste. Dans le monde entier, au premier chef aux États-Unis et en Israël, toutes les organisations qui se réclament des travailleurs doivent exiger :

- fin de la colonisation en cours de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie !
- levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte !
- destruction du mur de l'apartheid !
- libération de tous les prisonniers palestiniens !
- droit au retour des réfugiés et de leurs descendants !
- aucune arme, aucune aide militaire à Israël !
- fin de toute menace militaire envers l'Iran !

Pour la destruction du dernier État colonial

La classe ouvrière mondiale est, sur cette question comme les autres, paralysée par la politique de ses directions. Les partis travaillistes ou sociaux-démocrates et les partis issus du stalinisme soutiennent la solution « des deux États » de l'ONU, comme plusieurs organisations centristes : SPEW, SAlt, LO, NPA…

> *Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient.* (*Lutte de classe,* juillet 1967) ; *Un pouvoir des travailleurs en France soutiendrait l'établissement de l'État palestinien dans les frontières de 1967.* (Nathalie Arthaud, candidate de LO à l'élection présidentielle, 2 avril 2012)

Cela revient à entériner le bienfondé d'un État basé sur l'ethnie et la religion, la colonisation violente d'une partie de la Palestine et la création de bantoustans sous la botte d'Israël. Des directions de partis réformistes expulsent même des militants qui les gênent en les accusant d'antisémitisme : par exemple, Tony Greenstein a été exclu du Parti travailliste britannique, Gérard Filoche du Parti socialiste français…

Partout, l'État israélien et le mouvement sioniste tentent d'assimiler les antisionistes à des racistes anti-juifs. Le président français Macron a repris cette calomnie. L'État autrichien, qui n'a jamais épuré vraiment les nazis et qui a aujourd'hui à sa tête un gouvernement qui comprend un parti fascisant, a même poursuivi comme « antisémites » des militants qui défendent les droits des Palestiniens.

> *L'antisémitisme est la haine des Juifs en tant que Juifs. L'antisionisme est l'opposition à Israël comme un pouvoir colonial et comme État qui se veut juif.* (Avi Shlaim, professeur à Oxford)

Certes, on trouve des antisionistes qui sont antisémites, mais il y a aussi beaucoup de pro-sionistes qui sont antisémites, dans la lignée de Lord Arthur Balfour ou Lord Winston Churchill. Les gouvernements pro-sionistes des États-Unis et de l'Union européenne entretiennent des liens étroits avec les monarchies absolues et islamistes qui diffusent dans le monde entier le *Protocole des sages de Sion,* un faux antisémite fabriqué en 1901 par la police tsariste et cité abondamment par Hitler.

Les communistes internationalistes qui depuis 170 ans combattent le racisme et le colonialisme n'ont aucune leçon à recevoir de Macron, Trump et Netanyahou. Le mouvement sioniste lui-même s'est souvent accommodé de l'antisémitisme au début du XXe siècle car ces deux courants réactionnaires partageaient l'idée que les Juifs étaient inassimilables dans les pays où ils vivaient. Face au pire antisémitisme de l'histoire, le nationalisme bourgeois juif ne s'est guère opposé au « 3e Reich » et certains de ses dirigeants ont même collaboré avec les nazis. C'est après la 2e Guerre mondiale que l'Holocauste a servi de prétexte à la bourgeoisie sioniste pour coloniser la Palestine. Les réseaux terroristes sionistes ont exterminé des villages entiers, chassé des centaines de milliers de personnes… Le Parti travailliste israélien et le syndicat sioniste ont alors réclamé l'exclusion des Arabes de l'emploi. L'État bourgeois hébreu discrimine

Matzpen (מצפן)

Bousolle est fondée en 1962 par des militants exclus du Parti communiste israélien. Elle s'oppose à la fois au sionisme et au nationalisme panarabe ; elle prône un État judéo-arabe. Maztpen est victime de pression et de répression, surtout ses membres arabes. En 1972, elle se scinde en deux, l'OSI et la LCR liée au « secrétariat unifié de la 4e Internationale ». Les deux groupes disparaissent au début des années 1980 : l'OSI se fond dans la « Liste progressiste pour la paix », la LCR dans le « Centre d'information alternative ».

ses citoyens en fonction de leur ethnie et il poursuit l'épuration raciale.

Ainsi, le nationalisme bourgeois juif a transformé une toute petite minorité des Juifs du monde en oppresseurs. La conséquence a été la persécution et l'émigration forcée des Juifs installés depuis deux millénaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient qui n'étaient pas des colons mais qui ont servi de boucs émissaires aux régimes nationalistes bourgeois arabes. Le sionisme a aussi facilité l'antisémitisme nauséabond des islamistes partout dans le monde.

Israël a été fondé avec l'aide des puissances impérialistes occidentales (qui ont recyclé les anciens nazis) et la complicité de la bureaucratie de l'URSS. Il a mené des guerres contre tous ses voisins. Il a bénéficié de l'aide de l'impérialisme français pour se doter de l'arme nucléaire. Il a collaboré avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, avec la contre-révolution en Amérique latine, etc.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Arabes palestiniens passe par la destruction de l'État d'Israël, raciste, belliciste et colonialiste, instrument de l'impérialisme occidental en Asie de l'ouest. Contre toutes les bourgeoisies (américaine, hébreue, arabe, turque, perse…), la mobilisation des travailleurs à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, en Israël, en Jordanie, en Turquie, en Égypte, en Tunisie… permettra d'instaurer une Palestine laïque et multiethnique sur tout le territoire de la Palestine, dans laquelle pourront vivre ensemble Arabes et Juifs, musulmans, israélites, chrétiens et athées. Jérusalem, avec ses traditions multiculturelles serait probablement la capitale de cet État des travailleurs. Une telle Palestine ne serait viable que par l'extension de la révolution, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Levant.

À la fin du XXe siècle, des organisations révolutionnaires ont défendu courageusement une perspective de ce type en Israël (ex-Matzpen) ou dans les camps palestiniens (ex-FDPLP). À l'opposé, la bourgeoisie palestinienne, qu'elle soit panarabe (Fatah) ou islamiste (Hamas), ne peut libérer la Palestine parce qu'elle a toujours préféré la collaboration avec les États bourgeois voisins à la mobilisation des travailleurs des villes et des campagnes qui aurait débouché sur la mise en cause de la propriété privée. La bourgeoisie nationale, en prêchant l'unité trompeuse de tous les Arabes ou de tous les musulmans, s'est révélée incapable de s'adresser à la classe ouvrière de toute la région.

La classe ouvrière, ralliant les paysans et les étudiants, est la force sociale qui est capable de liquider la colonisation sioniste et la domination impérialiste, d'émanciper les jeunes et les femmes, de donner la terre aux paysans, la formation à la jeunesse, l'emploi à tous et d'assurer le développement économique.

22 décembre 2017

Collectif révolution permanente
Tendência Marxista-Leninista / Brésil

Fatah (فتح)

Le Mouvement de libération de la Palestine est un mouvement nationaliste bourgeois d'Arabes de Palestine fondé par Yasser Arafat, Abou Jihad, Abous Youssef en 1959. Il se situe dans la lignée politique du panarabisme. Son but est de créer un État palestinien (« libérer tout le territoire palestinien de l'entité sioniste ») par la lutte armée. Pour lui, il est prématuré de discuter de ce que sera le nouvel État. À partir de 1964, ses fédayins attaquent Israël depuis la Jordanie, le Liban et la Syrie. En septembre 1970, l'armée jordanienne écrase la résistance palestinienne (5 000 prisonniers abattus) et contraint la direction du Fatah à s'installer au Liban. En 1982, Israël envahit le sud du Liban et chasse Arafat en Tunisie. Les civils palestiniens restés sans défense dans le camps de réfugiés sont massacrés par la Phalange libanaise (chrétiens-fascistes). En 1983, l'armée syrienne attaque les combattants du Fatah présents au nord du Liban. L'armée française évacue Arafat et 4 000 fédayins. Les réfugiés des camps paient la défaite de plus de 6 000 morts. En 1974, le Conseil national palestinien dirigé par le Fatah, se rabat sur une Palestine de taille réduite. En 1983, il accepte officiellement le plan des États arabes pour deux États : Israël dans les frontières de 1967 et un État palestinien limité à la Cisjordanie et à Gaza, avec Jérusalem est comme capitale. En 1993, le CNP signe les accords d'Oslo avec Israël. Le Fatah prend alors la tête de « l'Autorité palestinienne ». Le Fatah est, comme plusieurs partis nationalistes bourgeois des pays dominés, membre de l'Internationale socialiste.

Hamas (حماس)

Le Mouvement de résistance islamique est créé en 1987 par Sheikh Ahmed Yassin, Abdel Aziz al-Rantissi et Mohammed Taha, à partir de la branche palestinienne des Frères musulmans. Son but était un État islamique palestinien sur tout le territoire de la Palestine. Les Frères musulmans palestiniens étaient financés pendant les années 1970 et 1980 par l'Arabie saoudite et la Syrie, financements qu'Israël a laissé faire car à l'époque ils n'étaient qu'un mouvement religieux sans actions militaires ; dans les années 1990 et 2000, le Hamas est financé par l'Iran. Appuyé sur un réseau d'organisations de charité et de propagande religieuse, il devient populaire par son opposition aux accords d'Oslo approuvés par le Fatah et le FDLP. Dans les années 1990, le Hamas et son rival Djihad islamique lancent des attentats-suicides contre Israël. En 2003, sans reconnaître Israël, le Hamas accepte un État palestinien de taille réduite. En 2006, il remporte les élections palestiniennes à cause de la corruption du Fatah et sa collaboration avec Israël. Le Fatah refuse sa défaite, ce qui conduit à des affrontements inter-palestiniens et au contrôle de la bande de Gaza par le Hamas.

Zimbabwe Révolution de palais sous influence chinoise



10 novembre 2017, Pékin, Chiwenga et Chan / photo ministère de la Défense de la Chine

Le 14 novembre 2017, l'armée a pris le contrôle des rues d'Harare, capitale du Zimbabwe, et séquestré le président Robert Mugabe (93 ans) dans sa propre résidence. Le 21 novembre, ce dernier annonçait sa démission pour devancer la procédure de destitution lancée contre lui par Emmerson Mnangagwa. Dirigeant du parti ZANU-PF (Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique), tout comme Mugabe, Mnangagwa, après avoir été nommé à la tête du comité central du parti, devenait président par intérim le 22 novembre, en attendant la tenue d'élections en 2018, où il s'affirme comme le grand favori.

Si l'immense majorité de la population du Zimbabwe pâtit d'un faible niveau de vie (2,43 $ par jour en moyenne par habitant en 2015), le pays ne manque pas de richesses naturelles. Il possède des ressources minières (diamant, cobalt, or, platine…) et un énorme potentiel agricole : 50 % de son PIB provient de l'agriculture (blé, tabac, arachides), à tel point qu'il est souvent nommé le grenier à blé de l'Afrique. Les luttes de pouvoir trouvent leur explication aussi dans les stratégies d'accaparement par la junte militaire et les puissances impérialistes.

Le président Robert Mugabe avait, au début des années 2000, mené une brutale « réforme agraire » pour élargir sa base sociale. Il avait encouragé l'expropriation violente de 4 500 fermiers blancs à qui la propriété avait été garantie à la fin de l'apartheid de l'ex-Rhodésie, pour les redistribuer à ses partisans, afin de redorer son blason à la suite de l'échec d'un référendum constitutionnel. La production agricole a brutalement chuté, passant de 2,9 milliards de dollars en 2001 à 880 millions en 2008, selon la Banque mondiale.

Ce qui pourrait s'apparenter à un coup d'État contre le plus ancien dictateur de la planète, ministre puis président du Zimbabwe depuis l'indépendance en 1980, est plutôt la restauration d'une faction du parti dirigeant par un coup de force militaire, avec des implications qui dépassent très largement les frontières de cet État.

Alors qu'Emmerson Mnangagwa, vice-président, avait été écarté du pouvoir le 6 novembre par le président Mugabe, il a pu compter sur l'aide des généraux et des vétérans de la guerre de libération, dont il est lui-même issu, pour gagner le combat d'une lutte de faction interne au sein du ZANU-PF. Au cours des dernières années, une lutte de succession pour le pouvoir était à l'oeuvre entre les proches de Mugabe, en particulier son épouse, Grace Mugabe, autour de la « Génération 40 » (une fraction de quadragénaires capitalistes) et le « Team Lacoste », la vieille garde de la guerre d'indépendance. Après de nombreux limogeages de dignitaires de haut rang du parti, dont celui de Mnangagwa, un certain nombre de hauts gradés militaires, dont le général Constantine Chiwenga, se sont empressés de reprendre le contrôle du pays.

Emmerson Mnangagwa, appelé aussi le « Crocodile » (du nom du gang qui menait la guérilla dans le bush pendant les années 1960), et Constantino Chiwenga sont des connaissances de longue date. En 1983, Mnangagwa et Chiwenga étaient déjà à la manoeuvre lors de la répression qui se déchaîna dans le Matabeleland pour écraser l'opposition d'un parti nationaliste rival, la ZAPU (Union du peuple africain du Zimbabwe), faisant 20 000 morts. Les deux partis nationalistes se distinguaient par leur appui international : la ZANU de Mugabe s'était liée à la Chine de Mao, la ZAPU de Joshua Nkomo était soutenue par l'URSS. Après dix années de guerre civile, la ZANU et la ZAPU fusionnèrent pour former la ZANU-PF.

La Chine est devenue capitaliste au début des années 1990. Si elle reste une destination de « l'investissement direct à l'étranger » (la deuxième en 2017, selon la CNUCED), ses groupes capitalistes achètent aussi des entreprises étrangères ou fondent des filiales, si bien qu'elle était en 2017 la deuxième origine des IDE, d'après la CNUCED. L'État appuie les ambitions internationales de ses grandes entreprises transnationales.

Il profite d'un certain avantage dans l'accès aux ressources minières du Zimbabwe (28 % des exportations, 1er investisseur économique) qu'il monnaye contre formation et équipement militaires. Mais l'impérialisme chinois avait affaire à des rivaux européens et américain qui souhaitaient libéraliser l'économie à leur profit. Quatre jours avant le coup, le 10 novembre, le général Chiwenga est allé consulter le ministre chinois de la Défense, Chang Wanquan.

> *L'histoire retiendra que, le 15 novembre 2017, a eu lieu à Harare le premier coup d'État africain réalisé avec l'approbation, voire les encouragements, de la Chine.* (*Jeune Afrique*, 8 janvier 2018)

Le lâchage de Mugabe par les dirigeants chinois n'est pas sans rapport avec le programme d'indigénisation

lancé par le pouvoir zimbabwéen au cours de la dernière décennie. Plusieurs lois de révision sur l'indigénisation, entrées en vigueur début 2016, ont modifié les règles de propriété des entreprises au capital supérieur à 500 000 dollars jugées d'intérêt national, lesquelles devaient être détenues majoritairement par des Zimbabwéens et non des étrangers. Cette politique d'indigénisation, comme la nationalisation de l'industrie du diamant, faisait courir de gros risques à une partie des investissements miniers de la Chine, et pouvait conduire à la faillite de nombreuses petites sociétés appartenant à des expatriés chinois. La Chine avait misé longtemps sur le vieux dictateur. Son maintien devenant de plus en plus problématique, il devenait urgent de propulser un remplaçant.

Si Mugabe a été lâché par la Chine, les États-Unis n'ont pas semblé non plus très contrariés par son éviction du pouvoir si l'on s'en tient aux déclarations du secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines :

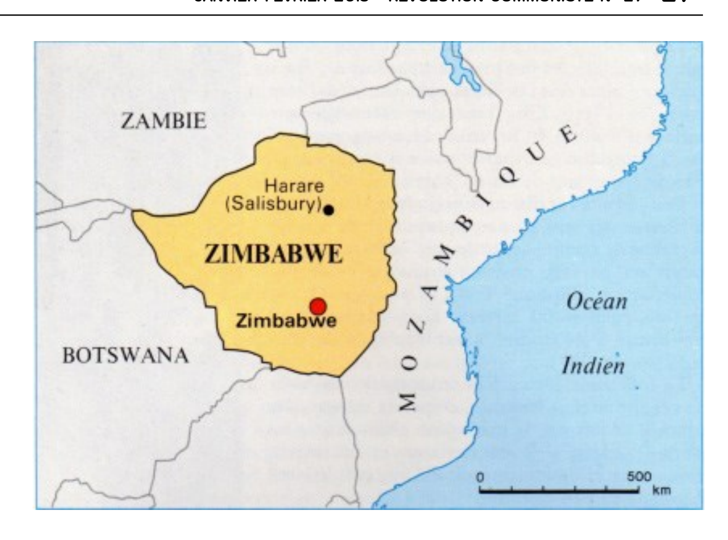
> *C'est une transition vers une nouvelle ère pour le Zimbabwe ; c'est vraiment ce que nous espérons.* (Donald Yamamoto, 17 novembre 2017)

Les États-Unis, du temps de Bush et Obama, avaient misé sur le MDC (Mouvement pour le changement démocratique) de Morgan Tsvangirai. Le MDC, paralysé par ses dissensions et sans implantation dans les campagnes, n'a jamais pu mener les réformes libérales souhaitées par les puissances occidentales. Depuis plusieurs mois, les dirigeants du MDC et les partisans de Mnangagwa discutaient de la formation d'un gouvernement de transition après le départ de Mugabe.

Le MDC est un parti bourgeois avec une influence sur le syndicalisme (un cas fréquent dans les pays dominés mais qui se rencontre aussi aux États-Unis). Le MDC a reçu l'appui de la confédération ZCTU dès sa fondation en 1999. C'était l'argument des opportunistes de l'ISO (Organisation socialiste internationaliste) pour participer au MDC. Le SWP britannique soutenait le MDC. Depuis, l'ISO dit qu'il faut rompre avec ce parti pour *« construire un nouveau mouvement des travailleurs »* comme si le MDC en avait été un autrefois.

Sous couvert de lutter contre la corruption au sein de l'État, les nouveaux dirigeants veulent imposer le départ à la retraite à partir de 65 ans, afin d'éliminer les partisans de Mugabe et asseoir le pouvoir de la nouvelle faction militaire. Le président Mnangagwa lors de son discours d'investiture, le 24 novembre 2017, envisageait de restituer les propriétés agricoles aux Blancs expropriés tardivement par Mugabe. La politique d'indigénisation sera elle aussi très assouplie, puisqu'à partir d'avril 2018, elle ne concernera plus que les industries d'extraction de platine et de diamants.

> *Comme premier geste de bonne volonté envers les hommes d'affaires, M. Mnangagwa a offert une amnistie de trois mois à ceux qui ont illégalement exporté des capitaux à l'étranger, s'ils les rapatrient.* (*The Economist*, 3 décembre 2017)



D'autres mesures sont favorables aux capitalistes comme l'exemption d'impôts sur les sociétés pour cinq ans, ou la réduction des dépenses sociales avec l'élimination de 3 000 postes dans les services à la jeunesse. Comme toujours, la véritable cible des programmes d'austérité est la classe ouvrière. Le plafonnement de recrutement a conduit 3 500 infirmières diplômées au chômage, et nombre d'emplois perdus concernent les secteurs essentiels à la population, comme l'enseignement et la santé.

Mnangagwa réunit donc toutes les conditions pour satisfaire l'appétit des impérialistes :

> *Nous sommes déterminés à éliminer toute incohérence politique du passé pour faire du Zimbabwe une destination attrayante pour le capital.* (20 décembre)

Le reproche du MDC de Tsvangirai soutenu par les États-Unis est que les mesures d'austérité et de libéralisation de l'économie ne vont pas assez loin et il pousse Mnangagwa plus à droite encore. Ce dont nous pouvons être sûrs, c'est que le pouvoir reconfiguré par l'armée utilisera tous les moyens pour réprimer l'opposition sociale et politique. Celle-ci ne tardera pas à se manifester parce que ces plans s'opposent aux intérêts de la classe ouvrière, des travailleurs en formation et des pauvres des villes comme des campagnes.

Pour y faire face, il faut que les syndicats rompent avec l'État et les partis politiques de la bourgeoisie (ZANU-PF, MDC). Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire indépendant de toutes les fractions de la bourgeoisie, pour prendre la tête de tous les exploités et opprimés afin d'ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan capable d'exproprier la grande propriété foncière ainsi que le grand capital national ou étranger, ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Afrique.

3 janvier 2018

Macron, complice de Netanyahou !



Un colonisateur accueilli avec faste

Le 16 juillet, Macron a accueilli le premier ministre israélien, Netanyahou, qu'il a traité affectueusement de *« cher Bibi »*. Il est vrai qu'ils se sont rencontrés l'un comme responsable en chef d'interventions militaires néocoloniales en Afrique et au Proche-Orient, l'autre comme chef d'un État colonial qui étend sous son gouvernement la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem.

La date n'est pas anodine puisque c'était à l'occasion de l'anniversaire de la Rafle du Vel d'Hiv, accréditant la mystification que le sionisme est le représentant et le défenseur des Juifs du monde. En fait, les sionistes ont parfois pactisé avec le nazisme pour favoriser la colonisation de la Palestine. À cette occasion, Macron a déclaré que c'était « la France » qui était responsable de cet acte ignoble, alors que c'est l'État français, son pouvoir exécutif désigné par la majorité de l'Assemblée nationale élue en mai 1936, sa police et les partis fascistes qui avaient le monopole politique qui étaient responsables avec l'impérialisme allemand. La police n'a pas été épurée et la plupart des hauts fonctionnaires de Vichy ont poursuivi leur carrière politique dans la 4e et la 5e Républiques (Papon, Bousquet, Legay, Mitterrand…).

En plus, Macron a déclaré : *« nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme»*. Autrement dit, pour le président, contester l'État colonial est identifié au racisme, ce qui est passible en France de poursuites judiciaires.

> *Internée à Drancy le 4 juillet 1944 et libérée par les événements du 17 août 1944, je dénie formellement toute justification à la présence d'un homme cautionnant les exactions et les méfaits de la colonisation israélienne en Palestine et je récuse la sempiternelle et démagogique confusion entre antisémitisme et critique de l'État d'Israël.* (Suzanne Citron, historienne, 18 juillet 2017)

Enfin, à l'issue de la rencontre de travail qui a suivi, Macron a rappelé *«le soutien indéfectible et inconditionnel de la France à la sécurité d'Israël»* et appelé à la reprise des *« négociations de paix »* pour *« une solution à deux États »*.

> *Netanyahou a largement précédé Trump. Il généralise la détention administrative comme actuellement Salah Hamouri, Khalida Jarrar et bien d'autres. Il légalise 55 colonies dites « sauvages ». Il prévoit d'étendre les limites de Jérusalem pour y inclure les principales colonies. Il démolit consciencieusement les infrastructures palestiniennes, y compris celles financées par l'Union européenne. Il prépare une loi fondamentale faisant d'Israël l'État-nation du peuple juif, faisant des 6 millions de Palestiniens qui vivent entre mer et Jourdain des parias étrangers et mettant en danger les Juifs du monde entier qui refuse ce délire tribal.* (Union juive française pour la paix, 7 décembre 2017)

Pour le front unique ouvrier contre la poursuite de la colonisation et l'oppression sioniste

Des milliers d'Arabes palestiniens ont protesté à Jérusalem et à Gaza durant les jours qui ont suivi la décision de Trump. Au terme des manifestations, le 15 décembre, le bilan était de 160 blessés et de 4 tués.

Mais la colonisation de la Palestine, l'oppression des Palestiniens, les menaces contre l'Iran, les interventions militaires en Syrie et en Irak des impérialistes américain, russe, britannique, français… doivent devenir l'affaire de tout le mouvement ouvrier mondial.

La classe ouvrière est, sur cette question comme les autres, handicapée par la politique de ses directions. En France, les bureaucraties syndicales et les partis sociaux-impérialistes (LFI, PCF, PS) soutiennent la position de leur propre bourgeoisie : la reconnaissance d'Israël et la « solution des deux États ». LO et le NPA s'alignent.

Les travailleuses et travailleurs doivent exiger de toutes les organisations qui se réclament des travailleurs en France qu'elles s'opposent à la politique pro-sioniste de leur gouvernement et prennent position pour les revendications démocratiques suivantes :

Fin de la colonisation de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie !

Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte !

Destruction du mur de l'apartheid !

Libération de tous les prisonniers palestiniens !

Droit au retour des réfugiés et de leurs descendants !

Aucune arme française à Israël, aucune collaboration militaire avec Israël !

25 janvier 2018